

L'ÉCO

de la semaine

10 juillet - 16 juillet 2021

RN 2: attente impatiente du début des travaux de réhabilitation	3
Aéroports de Madagascar - 22 aérodromes cherchent preneurs	3
Mines – Ruée vers l’or à Fandriana	4
Crédit bancaire : BNI Madagascar étend le “Top Chrono” aux salariés du secteur privé	4
Route Vohilengo-Saranambana : Lancement des travaux de réhabilitation	5
Trafic de pierres précieuses: 29,14 kg de béryllium venant d’Andilana, saisis	5
ZLECAF : Avantages et inconvénients	5
Régions – Beaucoup d’attentes sur les épaules des gouverneurs	6
3e édition du « Tsenaben’ny Fizahantany » : Les destinations de proximité très prisées par les touristes	7
Secteur pétrolier amont: la promotion des blocs pétroliers en perspective	7
Paositra Malagasy – Des contrats de travail plus alléchants	8
Madagascar – Nations-Unies : Le Plan cadre de coopération pour 2021 – 2023 signé	8
Traitement antiacridien : Lancement de la deuxième campagne	8
Conjoncture – « Energie » le grand négligé des secteurs	9
Baisse ou non du budget des ministères - Tout dépend des réalisations	9
Les mangroves: des atouts économiques à valoriser	10
SIRAMA : Condamnée à payer plus de 24 milliards Ar	10
Fonction publique: près de 7.000 postes budgétaires à pourvoir	11
Secteur halieutique - L’économie bleue remise en question	11
Projets d’émergence du Sud – La résilience à renforcer face à la famine	12
Campagne de litchi 2021-2022 : Omer-Decugis & Cie traitera la moitié de la production	12
Produits agricoles - Point de vente directe pour les professionnels de l’élevage	13
Financement post covid-19 – Rajoelina au sommet pour l’IDA 20 à Abidjan	13
Marché de la vanille dans la Sava : les producteurs demandent l’application du prix de référence	14
Potentiel uranifère: des opportunités à exploiter pour Madagascar	14
Matériaux de construction à Antananarivo - Le sac de ciment toujours à moins de 30 000 ariary	15
Développement: la relance post-Covid sur la table à Abidjan	15
Paositra Malagasy : Le ministre et les grévistes trouvent une entente	16
Salon RSE & IDD : Début de la 6e édition ce jour	16
Justice: le Tribunal du Commerce procède à des améliorations	16
Ministère de l’Economie et des Finances : Les efforts d’assainissement des dépenses publiques se poursuivent	17
Matériaux de construction – Hausse vertigineuse du prix du ciment	17
Textile et habillement - Le talent malagasy s’exporte dans le monde	18
Gestion des dépenses publiques : Le MEF se défend	18
Secteur NTIC : eTech prône un emploi stable malgré la Covid-19	18
Sommet de l’IDA – L’Afrique réclame cent milliards de dollars	19
Artisanat : les initiatives de formalisation se multiplient	20
Transport – Vers la régularisation des TMT clandestins	20
Salon RSE et IDD: session virtuelle pour la 6e édition	21
Hausse globale des prix - Les frais de transport maritime à l’origine de tout	21
Secteur foncier : 400 titres distribués dans le 5e arrondissement	22
Ministère de l’Economie et des Finances - Des fausses informations dénoncées	22

RN 2: attente impatiente du début des travaux de réhabilitation

ARH | LES NOUVELLES | 10 JUILLET 2021

Le trafic sur la RN 2 a repris dans la nuit de jeudi après la grève des transporteurs et camionneurs desservant cet axe qui ont déploré le piteux état des routes. Ils ont rencontré les dirigeants du ministère en charge des Travaux publics (MATP) qui à leur tour, ont annoncé que l'entreprise en charge des travaux est déjà sur place actuellement.

Le ministère des Travaux publics avait fait part, la semaine passée, de l'envoi d'engins pour effectuer des travaux de réhabilitation sur la RN 2. Toutefois, la réhabilitation totale n'est pas envisagée pour tout de suite.

«Le démarrage des travaux doit encore attendre les résultats des études et l'obtention des financements de la part des bailleurs. Le ministère ne pourra plus se contenter des travaux du genre tiptop afin d'assurer la durabilité des infrastructures routières. L'entreprise en charge des travaux est déjà sur place actuellement», a indiqué hier le ministre Hajo Andrianainarivelo.

«Lors de notre rencontre de concertation avec les camionneurs et transporteurs de la RN 2 dans la soirée de jeudi, ces derniers ont demandé d'augmenter leurs chargements utiles. Nous ne pouvons toutefois pas l'accepter étant donné que cela risquerait d'altérer davantage les routes déjà en piteux état», a expliqué le ministre. Il a souligné que les travaux de réhabilitation de la RN 2 figurent déjà dans le programme du ministère et de ses partenaires financiers.

Ce département ministériel a d'ailleurs signé, jeudi, un accord de 23 millions de dollars avec le gouvernement japonais pour la rénovation des ponts métalliques d'Antsapazana et Mangoro en béton armé.

Le ras-le-bol des transporteurs

Pour rappel, les transporteurs routiers ont commencé la grève à la station de pesage de Tsarakofafa mercredi. Ils déplorent



l'état lamentable de la route, notamment entre Brickaville et Toamasina et se plaignent surtout des grosses pertes financières en raison des réparations et des entretiens qu'ils doivent effectuer sur leurs véhicules.

Ces routiers se plaignent du temps qu'il leur faut (plus de 30 heures) pour rallier les 370 km qui séparent Antananarivo de Toamasina. A cela s'ajoutent des attaques et pillages devenus fréquents sur ces routes délabrées. Ils refusent ainsi de s'acquitter de la taxe de pesage tant que les travaux de réhabilitation ne démarrent.

Dans l'après-midi de jeudi, les forces de l'ordre ont dû recourir à l'usage de grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants à Tsarakofafa. D'où la réunion d'urgence de jeudi soir afin de trouver un terrain d'entente.

Aéroports de Madagascar - 22 aérodromes cherchent preneurs

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 10 JUILLET 2021

Pour un secteur aérien plus performant. La société ADEMA (Aéroports de Madagascar) gère en tout 46 aérodromes dans la Grande île. Mais pour une meilleure gestion de ces infrastructures, l'entreprise a décidé de déléguer la prise en main des aérodromes. « Sur le plan de la sécurité aérienne, chaque aérodrome doit toujours rester opérationnel. Par conséquent, un gestionnaire doit toujours être présent sur les lieux car nous avons du mal à assurer cette fonction. C'est pourquoi, nous remettons la gestion des aérodromes entre les mains de différents partenaires », explique Jean Germain Andrianiana, directeur général de l'ADEMA, hier, dans ses locaux à Ivato.

Dans cette démarche, huit infrastructures ont déjà trouvé leur gestionnaire après des appels à manifestation d'intérêt lancés entre 2017 et 2019. Actuellement, l'ADEMA vient aussi de trouver des partenaires pour les 14 autres aérodromes dont celui de Maroantsetra, Bealalana ou encore Mandritsara. « La signature et la finalisation des différentes démarches administratives devraient se faire avant la fin de ce mois-ci », note le DG avec engouement. Après



cette seconde vague, il reste donc à l'ADEMA de trouver des gestionnaires aux 22 aérodromes restants. Selon les informations communiquées, un appel à manifestation d'intérêt devrait être lancé prochainement. « Le lancement de cet appel à manifestation d'intérêt attend juste la validation au niveau du ministère de l'Economie et des Finances, mais aussi celui de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics. Une fois toutes les questions administratives en ordre, nous lancerons l'appel. Notre objectif est que d'ici la fin de cette année, tous les aéroports et aérodromes disposeront respectivement d'un gestionnaire », soutient le premier responsable des Aéroports de Madagascar.

Toutefois, il faut savoir qu'il y a des conditions à respecter pour pouvoir devenir gestionnaire de ces infrastructures. En premier lieu, l'entreprise doit avoir les moyens

financiers pour développer l'aéroport ou l'aérodrome. « Ainsi, l'infrastructure en question ne sera plus dépendante de l'ADEMA », rétorque Jean Germain Andrianiana. En second lieu, le futur gestionnaire doit disposer d'un programme de développement. « Ces infrastructures sont à vocation sociale. Elles ont été mises en place pour désenclaver des Régions. Elles sont alors particulièrement déficitaires, c'est-à-dire que les dépenses sont plus élevées que les bénéfices. De ce fait, le futur gestionnaire doit trouver une solution pour inverser cette situation », détaille le DG de l'ADEMA. A cet effet, les activités ne se limitent pas à recevoir des vols. Les gestionnaires pourront également mettre en place des activités extra-aéronautiques comme les investissements dans un hôtel afin de rentabiliser l'infrastructure.

Le contrat de gestion sera d'une durée de cinq ans. Toutefois, cette durée pourrait s'étendre si le gestionnaire trouve un partenaire pour soutenir le développement de l'aéroport ou l'aérodrome. Dans tous les cas, l'ADEMA déploie tous les efforts nécessaires pour favoriser le développement du secteur aérien, considéré comme stratégique pour le pays.

Mines – Ruée vers l'or à Fandriana

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JUILLET 2021

Un scénario bien connu qui se répète. La fièvre de l'or vient de sévir dans le fokontany d'Antsahalava dans le district de Fandriana. Une ruée dans le désordre total comme le veut la tradition.

Encore une situation délicate, une galère à gérer pour le ministère des Mines et des ressources stratégiques. Une immense foule envahit le fokontany d'Antsahalava, dans la commune de Tsarazaza, district de Fandriana, région Amoron'i Mania. Cette « invasion massive » de migrants venus des quatre coins du pays a été motivée par la découverte d'un important gisement d'or. Ce qui va générer l'insécurité dans un bled perdu, vivant dans la tranquillité depuis des années. À cause des inévitables et éternels conflits d'intérêts. La cohabitation, le vivre ensemble entre « ces immigrés et les autochtones » va créer aussi des tensions sociales. Le choc des cultures peut déboucher sur des affrontements physiques.

En outre, la dégradation rapide et irréversible de l'environnement accompagne souvent ces exploitations illicites. Les « orpilleurs » vont laisser derrière eux un paysage lunaire. Sans compter la défécation à l'air libre. Et l'État va perdre beaucoup d'argent par la prolifération du secteur informel, à ciel ouvert mais à l'abri de toutes impositions fiscales.

Opacité. Le Conseil de gouvernement

vient d'adopter la mise en vigueur du prix préférentiel pour la constitution de la Réserve nationale de l'or au niveau de la Banque centrale. « Les collecteurs agréés » vont ils dicter leur volonté aux autres acteurs de la filière aurifère? Ce qui va attiser les convoitises sur ce filon à portée de main d'Antsahalava. Il est pour le moins étrange que la Banque centrale n'ait pas rendu public les noms des sociétés, entreprises ou des simples opérateurs ravitaillant la Réserve nationale de l'or. Une opacité éveillant les soupçons de favoritisme et du népotisme. Alors qu'elle a encore lancé un appel à manifestation d'intérêt pour trouver d'autres « partenaires ».

L'expérience houleuse à Andilana-Avaratra devait servir de leçon aux autorités. Il est temps d'agir avant que l'irréparable ne soit accompli. Un cahier des charges a été édicté pour ramener sur le droit chemin les exploitants irréguliers. Après la descente sur place du ministre Fidiniavo Ravokatra. Mais il se peut que rares sont les concernés qui voudront le respecter. Le Code minier revu et corrigé devrait évoquer, prévoir et circonscrire ces dérives à répétition. La même indiscipline généralisée, l'engouement sans limite et l'anarchie



Tout le monde tente sa chance.

totale s'installent et s'instaurent aussi du côté d'Amparafaravola. Où des mineurs à l'improviste, des aventuriers en mal de sensation forte, voulant faire « carrière » avec des pierres précieuses, sont « à la poursuite du béryl bleu ». Des excavations à perte de vue défigurent déjà le cadre environnemental: il fallait déboursier 6 millions d'ariary pour une cavité de 50 mètres de profondeur. C'est dire si cette mine illégale génère des milliards d'ariary, au nez et à la barbe des responsables étatiques.

Ces découvertes à la pelle, c'est le cas de le dire, confirment si besoin est, l'étendue du potentiel existant de la richesse du sous-sol. Mais leurs exploitations ne semblent profiter qu'à une poignée des nantis de la société. Surfant sur l'océan de la pauvreté. Vivant dans l'opulence absolue.

Crédit bancaire : BNI Madagascar étend le "Top Chrono" aux salariés du secteur privé

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 10 JUILLET 2021

Crise sanitaire oblige, beaucoup de foyers sont exposés à des problèmes de trésorerie. Dans un souci de solidarité avec les citoyens, la BNI Madagascar a lancé, l'année dernière, le "Top Chrono", un crédit destiné, au départ, aux fonctionnaires.

Un crédit qui a connu et qui continue de connaître un réel engouement de la part des utilisateurs. Forte de ce succès, la banque a décidé d'étendre le crédit "Top Chrono" aux salariés du secteur privé. Une manière pour la BNI d'inviter les fonctionnaires et les salariés du secteur privé à aller de l'avant en leur permettant de réaliser leurs projets dans les meilleures conditions, après cette longue crise sanitaire.

Bouffée d'oxygène. Le crédit «Top Chrono» se distingue par sa rapidité de déblocage. « Aujourd'hui, toujours pour être solidaires avec les Malgaches, nous avons décidé de reconduire cette campagne en élargissant l'offre aux salariés du secteur privé. Adaptée à ce contexte particulièrement compliqué, cette solution bancaire illustre encore une fois la mobilisation de la BNI Madagascar en faveur de ses clients. Débloquée en un temps record, comme son nom l'indique, cette offre est conçue pour leur



La BNI Madagascar a présenté hier la campagne Top Chrono.

apporter une bouffée d'oxygène, avec un différé de remboursement de 3 mois, un taux exceptionnel de 11,9% et la possibilité d'obtenir jusqu'à 25 millions d'ariary » a expliqué, hier, lors d'une conférence de presse, Manoa Rasandinirina responsable marketing et communication de BNI Madagascar. Par ailleurs, le remboursement peut aller jusqu'à 57 mois. Une bonne option en somme pour les fonctionnaires et les salariés du secteur privé qui ont cette envie d'un crédit à déblocage rapide au terme d'un processus simple et allégé.

Cette offre Top Chrono durera jusqu'au 4 septembre.

Tombola. Ce genre d'offre de crédit arrive en tout cas à point nommé quand on sait que la période de juin à août est marquée notamment par les vacances, la rentrée scolaire et autres événements familiaux qui engendrent des dépenses supplémentaires. À noter que la campagne Top Chrono est accompagnée d'une grande tombola lancée également à l'occasion de la fête de l'Indépendance, sur la période du 21 au 30 juin 2021. Le tirage qui s'est déroulé le 2 juillet dernier au siège de la BNI en présence de la police des jeux a fait trois heureux gagnants. Felana Oeliarilaza Andrianaly, cliente de l'agence BNI Antsakaviro a gagné un week-end de rêve pour deux personnes. Jocelin Emilson Rabearisoa, un client de la BNI Amparafaravola a décroché un réfrigérateur et enfin Henitsoa Barinala Rakotonirina a remporté une Smart TV de 32 pouces.

Route Vohilengo-Saranambana : Lancement des travaux de réhabilitation

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 10 JUILLET 2021

Un accompagnement pour les différents acteurs opérant dans la chaîne de valeur d'agriculture commerciale. C'est dans cette optique que le projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière (CASEF) mène ses interventions. Pour l'appui aux infrastructures commerciales, ce projet du ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, financé par la Banque Mondiale, prévoit la réhabilitation et la maintenance des pistes rurales par le financement des travaux et/ou par la mise en place des mécanismes de financement adaptés. « Concernant les travaux de maintenance de pistes rurales, des sous-projets répartis dans ses zones d'actions ont été identifiés. On peut citer l'axe Ambano-Farihimena-Betafo ; Ambohidrandriana-Ambohibary Sambaina pour la région Vakinankaratra

; Sambaina-Ambatomanga-Mantasoa pour Analamanga ; Antsiramandroso-Ambodiriana, Foulpointe-Andondabe, RN5 Ampasimbe Onibe pour la région Atsinanana et Miarinarivo-Ambatomanjaka, Soavinandriana-Mananasy ; Andakana-Ambatoasana-Tamponala pour Itasy », ont indiqué les responsables du projet. Par ailleurs, Analanjirofo n'est pas en reste. Le projet prévoit pour cette région, la réhabilitation des tronçons Menatany-Ambinanisakana, Anjahambe-Ambatoharanana et Vohilengo-Saranambana.

Début

La cérémonie de lancement des travaux de réhabilitation des routes Vohilengo-Saranambana dans le district de Fénérive-Est, région Analanjirofo se tient ce 10 juillet 2021, en présence

du ministre coach de la région, Michelle Bavy Angelica, ministre de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme. « Le délai d'exécution de la réhabilitation de cette piste rurale d'une longueur totale de 21,5 Km, est prévu pour 4 mois environ. La réhabilitation de ce tronçon de route consistera en la mise en place de couches de revêtement en pavé, empierrement et matériaux sélectionnés », a communiqué le projet. Celui-ci prévoit également la réhabilitation des ouvrages des franchissements et d'assainissement pour cet axe. Grâce à ces travaux, CASEF contribuera à améliorer la compétitivité des produits d'exportations sur le marché international des litchis et de la cannelle, des chaînes de valeur qu'il appuie.

Trafic de pierres précieuses: 29,14 kg de béryllium venant d'Andilana, saisis

ARH | LES NOUVELLES | 10 JUILLET 2021

La police des Mines a saisi, mardi, 29,14 kg de béryllium provenant de la carrière d'Andilana Avaratra, Amparafaravola où toute activité d'exploitation demeure suspendue et encore qualifiée d'illégale.

Ces pierres ont été saisies aux mains de démarcheurs qui ne disposent d'aucune autorisation de détention, de transport ni de mise en vente. Huit ressortissants étrangers ont été interpellés dans cette affaire et les enquêtes sont en cours, annonce-t-on du côté du ministère des Mines et des ressources stratégiques (MMRS). Et dans l'attente des résultats des enquêtes, ces pierres sont stockées au niveau de la Banky foiben'i Madagasikara (BFM).

Lors de la remise de cette cargaison à la BFM, hier, le ministre Fidiniavo Ravokatra a tenu à rappeler l'intolérance de son département face à de telles pratiques frauduleuses. « Les textes sont faites pour être appliqués. Ceux-ci définissent les autorisations devant être obtenues au préalable avant toute



opération de détention et de commercialisation des pierres», a-t-il indiqué.

En effet, le ministère assainit actuellement le secteur extractif notamment des petites mines qui enregistrent des ruées engendrant une multitude de cas d'exploitation illicite dans les quatre coins de l'île.

ZLECAF : Avantages et inconvénients

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 12 JUILLET 2021

« Nous sommes actuellement à la porte d'entrée de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine ZLECAF. Le MICA a été sollicité par le secteur privé et a sollicité le secteur privé pour réfléchir ensemble sur les opportunités » a indiqué Lantsoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. « Il importe de voir comment appréhender ce grand marché qui va dans le sens de l'économie africaine d'aujourd'hui qui est de nourrir l'Afrique par l'Afrique et de vêtir l'Afrique par l'Afrique ».

Le secteur privé a soutenu à maintes reprises la nécessité d'une concertation préalable avant que Madagascar ne



ratifie l'accord sur la ZLECAF, « pour éviter de mettre la charrue avant les bœufs ».

« Une étude sur les opportunités d'adhésion de Madagascar à la ZLECAF sera ainsi menée prochainement » a annoncé la ministre. « Les aspects

techniques sur les besoins du marché seront abordés et il importe de voir si Madagascar est prêt. Souvent lorsqu'on parle d'intégration économique, plus d'uns pensent à la menace d'inondation de produits importés. Aujourd'hui Madagascar importe encore plus de 70% des besoins de consommations courantes. »

« La question de savoir comment Madagascar doit se préparer à produire davantage les besoins courants de la population a été abordée lors des discussions que nous avons eues. Cela permettra également d'entamer la relance économique et améliorer la balance commerciale » a-t-elle expliqué.

Régions – Beaucoup d'attentes sur les épaules des gouverneurs

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUILLET 2021

Dans un contexte de relance économique après les secousses brutales provoquées par la pandémie de coronavirus, les gouverneurs sont appelés à redoubler d'efforts pour redynamiser l'économie régionale.

Lorsqu'il a reçu les premiers responsables des Régions au Palais d'État d'Iavoloha ce 9 juillet 2021, le président de la République Andry Rajoelina, en présence du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Tianarivelo Razafimahefa, a clairement signifié que les gouverneurs sont responsables de la réalisation des Velirano au niveau des territoires et doivent se projeter dans la perspective des actions au développement. Ce qui implique aussi le développement économique si, souvent, on a tendance à n'évoquer que les volets social et infrastructurel. Outre la présentation du rapport d'activités des six premiers mois de l'année 2021, le Conseil de vendredi dernier a constitué une occasion pour coordonner les actions et de voir ensemble les moyens, ainsi que la stratégie pour accélérer la mise en œuvre des projets de développement afin de relever les défis à court et à long terme. Selon la présidence, le chef de l'État a déclaré à l'ouverture de la rencontre que « la réalisation de ces projets incombe aux gouverneurs ». Des projets qui doivent permettre à la machine économique de se remettre en marche.

Le président de la République, qui a aussi profité de cette rencontre pour annoncer que l'installation officielle de la 23^{ème} région se fera incessamment, a rappelé aux gouverneurs leurs rôles et missions, ainsi que leur champ d'actions en tant qu'organe de décision concernant les actions en faveur de la croissance régionale. Il a encouragé ainsi une meilleure collaboration avec les directions régionales des ministères et les élus locaux. « L'émergence de chaque région nous conduira à l'émergence de Madagascar », a soutenu le président.

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation quant à lui, a indiqué que la décentralisation effective de Madagascar est désormais en marche.

La question budgétaire

« Cette réunion a permis d'examiner avec le président de la République les moyens techniques, logistiques et financiers afin de mettre en œuvre dans les meilleurs délais les projets, mais aussi d'améliorer la coopération entre tous les acteurs du



Réunion des gouverneurs au gouvernorat d'Analamanga la semaine dernière.

développement au niveau local », a indiqué Tianarivelo Razafimahefa qui a ajouté que la Lettre de Politique de Décentralisation Émergente vise à apporter une ré forme d'envergure, structurante et ambitieuse en matière de décentralisation.

À savoir que les gouverneurs ont été impliqués dans l'élaboration du Plan national de décentralisation émergente qui vise à traduire en action cette nouvelle vision du Chef de l'État. Une politique qui veut responsabiliser davantage les collectivités, en mettant à leur disposition tous les moyens et ressources nécessaires. Pour les chantiers en cours comme pour les projets à mettre en route pour le développement des régions, le président Andry Rajoelina a donné des instructions fermes pour prioriser les projets qui ont des impacts directs sur le quotidien de la population mais aussi pour accélérer le développement économique. Sur ce dernier point, les gouverneurs sont appelés à faire preuve de professionnalisme et d'avoir une vision de transformation et d'être des forces de propositions pour concrétiser les actions.

Vingt-et-un gouverneurs ont pris part à cette réunion avec le président de la République, le deuxième du genre organisé depuis celui organisé à Antsohihy en octobre 2020. À noter

que les gouverneurs ont eu une séance de travail au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, la veille du Conseil, afin de préparer la rencontre avec le chef de l'État. Il a été souligné suite à cette réunion de préparation que différents dossiers ont été discutés et notamment la question du budget alloué aux gouvernorats. Ces derniers qui estiment qu'une révision à la hausse du budget s'impose pour atteindre les objectifs fixés.

Pour rappel, en octobre 2019, le Conseil des ministres a décidé d'allouer un budget d'un milliard d'ariary à chaque région après la nomination de tous les gouverneurs. Cette enveloppe devait permettre de réaliser des travaux d'urgence tels que la construction des routes en pavé, la construction de marchés ou d'autres infrastructures dont les populations mais aussi les entreprises auront besoin. Il a également été indiqué, à cette occasion, que conformément à l'article 58 de la loi N° 2014-020 relative aux ressources des collectivités territoriales décentralisées, c'est le chef de région, appelé depuis gouverneur, qui « prépare et propose un plan régional ou des projets régionaux de développement à intégrer dans le programme d'investissement public de l'État ».

3e édition du « Tsenaben'ny Fizahantany » : Les destinations de proximité très prisées par les touristes

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 12 JUILLET 2021

Le salon « Tsenaben'ny Fizahantany, dans sa 3e édition, a pris fin samedi dernier.

Une forte affluence des visiteurs qui sont venus pour découvrir les bons plans pour les vacances a été constatée. Parmi les nombreuses offres de voyages promotionnelles lancées par les exposants provenant des quatre coins de l'île, les destinations de proximité sont très prisées par les touristes. On peut citer, entre autres, « Vohitry ny Nofy » et Andasibe, la destination Ampefy et Antsirabe. En effet, ce sont des offres qui pourraient être abordables pour les touristes nationaux.

Offres promotionnelles. En outre, les produits touristiques innovants qui y ont été proposés, ont également attiré de nombreux visiteurs. On peut citer, entre autres, les offres sous format « Journée » et « Randonnée » qui permettent de découvrir en un jour des destinations insolites comme le parc tropical Farankaraina, la destination Andrambovato ou encore Sahambavy avec FCE, le Tsidi-bohitry'Alasora, le Village de la soie et l'Itasy. Rappelons que d'autres circuits comme le circuit Croco, le circuit des forgerons et le circuit Ankazomalaza constituent également des offres sous

formats « Journée » et « Randonnée ». En revanche, d'autres visiteurs ont profité des offres promotionnelles lancées par la compagnie aérienne Tsaradia sur les vols domestiques reliant Antananarivo et les destinations touristiques phares telles que Sainte-Marie et Nosy-Be. Mais ce n'est pas tout ! Les destinations Andrambovato et Sahambavy en empruntant la ligne ferroviaire FCE (Fianarantsoa Côte Est) ainsi que la découverte du Canal des Pangalanes ont entre-temps attiré d'autres visiteurs. Il est à rappeler que le « Tsenaben'ny Fizahantany » dans sa 3e édition a été organisé par le ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie en partenariat avec l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM), et ce, avec l'appui financier du programme Pôle Intégré de Croissance.

Catalogue. A part l'organisation de cet événement visant à relancer le tourisme national, le ministère de tutelle a également publié un catalogue de circuits touristiques dans sa 2e édition. « Ce catalogue sera publié tous les mois. On y trouve tous les nouveaux produits



Une forte affluence des visiteurs lors de cette 3e édition.

touristiques lancés dans le cadre de ce salon « Tsenaben'ny Fizahantany » ainsi que des produits insolites comme la journée nature et bien-être, la découverte du Village de la soie et le circuit Centre Est-Alaotra. Les Malgaches peuvent avoir toutes ces informations en téléchargeant ce catalogue via notre site web www.bons.plans-tourisme. Nous sollicitons également les nationaux pour consommer en tant que touristes, les produits valorisés par les professionnels. En effet, ils seront rassurés en matière de sécurité et de planification de voyage. Il n'y aura ainsi pas de mauvaises surprises durant leurs séjours », a évoqué Sendra Rakotovo, coordonnatrice du projet Tourisme.

Secteur pétrolier amont: la promotion des blocs pétroliers en perspective

ARH | LES NOUVELLES | 12 JUILLET 2021

La promotion des blocs pétroliers à Madagascar est attendue très prochainement. L'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Omnis) effectuera des roadshows allant dans ce sens. L'enjeu étant de faire gagner le plus à Madagascar dans d'éventuelles explorations et exploitations des ces ressources stratégiques.

La célébration des 45 ans de l'Omnis a officiellement pris fin samedi à l'hôtel de ville Analakely. Les propositions d'amélioration du secteur extractif avancées lors des trois jours d'échanges, seront remises aux autorités concernées afin d'améliorer les textes régissant le secteur (code minier, code pétrolier...). Selon Nantenaina Rasolonirina, directeur général par intérim de l'Omnis, lors de la clôture du jubilé, « Nous sommes en train de préparer la campagne de promotion au cours de laquelle les appels d'offre seront lancés. Nous devons notamment élaborer les critères et les conditions d'attribution et licence d'exploitation. Nous devons bien ficeler les dossiers avant de lancer un quelconque appel d'offre pour l'exploration des blocs pétroliers dans la Grande île ». A noter que la dernière campagne de promotion remonte à 2006 où Madagascar avait établi une vingtaine de contrats.

Le ministère a également promis de soutenir cette promotion afin de



permettre au secteur de contribuer au moins à hauteur de 7% au PIB du pays, contre 5% actuellement. D'où effectivement l'extension du plateau continental Sud du pays.

Le ministre Fidiniavo Ravokatra a d'ailleurs indiqué lors de l'ouverture de ce jubilé que l'Omnis « doit bien choisir les blocs pétroliers sur lesquels les appels d'offre peuvent être lancés. Il faut aussi choisir les investisseurs qui remplissent les conditions et critères ». Et Pascal Clovis Velonarivo, directeur général des Ressources stratégiques le confirme : « Il s'agit de faire des ressources stratégiques un levier du développement de Madagascar.

Parmi ces ressources figurent les hydrocarbures ».

1,7 milliard de barils pour Tsimiroro.

« Tsimiroro est encore en phase de développement (essai de production) et non d'exploitation proprement dite. La compagnie Madagascar Oil dispose de jusque-là de 160.000 barils d'huile lourde en stock qui attendent leur expédition, sur le marché local », a rappelé Nantenaina Rasolonirina.

En matière d'hydrocarbures, la Grande île dispose cinq bassins sédimentaires à forte potentialité d'hydrocarbures qui s'étendent sur une superficie de 820.000km². L'huile lourde représente l'un des plus grands succès de l'exploration pétrolière à Madagascar jusqu'à présent. Suite aux différents travaux réalisés, une déclaration de découverte et une annonce de la commercialité du gisement sur le bloc de Tsimiroro ont été faites en 2014. Tsimiroro dispose d'une réserve certifiée de l'ordre de 1,7 milliard de barils.

Paositra Malagasy – Des contrats de travail plus alléchants

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUILLET 2021

Les choses bougent au ministère des Postes et des télécommunications et du développement numérique (MPTDN). Cent cinquante-et-un membres du personnel titulaires de contrats ECD (employés de courte durée) de ce département vont pouvoir bénéficier de contrats de travail plus alléchants. Une information déjà annoncée par le ministre auparavant et qu'il a confirmée à l'issue d'une réunion avec ses collaborateurs la semaine dernière. « Les titulaires de baccalauréat vont avoir de contrats ELD tandis que ceux qui ont un Baccalauréat plus deux vont avoir des contrats EFA », a déclaré le ministre Andriamanohisoa

Ramaherijaona.

Soixante-treize employés ECD qui font partie de la première vague ont déjà rempli les dossiers nécessaires pour la transformation de leurs contrats de travail. La signature de contrats de 35 ECD qui vont devenir ELD s'est faite le 8 juillet. « Ces employés sont en attente de leurs matricules », explique-t-on du côté du ministère. Trente-huit autres vont pouvoir bénéficier de contrats EFA et attendent juste que leurs dossiers reviennent du ministère de l'Économie et des finances pour que la signature au niveau du MPTDN puisse se faire.

« La deuxième vague dans laquelle figurent des employés en poste dans



Remise de contrat à une employée par le ministre des Postes.

les régions, compte une cinquantaine de personnes au total. Leurs dossiers sont également en cours de traitement au niveau du ministère de l'Économie et des finances », affirme le ministre.

Madagascar – Nations-Unies : Le Plan cadre de coopération pour 2021 – 2023 signé

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 13 JUILLET 2021

Le Système des Nations-Unies s'engage en faveur de l'émergence de Madagascar et la réalisation de l'agenda 2030 pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le gouvernement malgache, représenté par le ministre de l'Économie et des Finances, Richard Randriamandrato, et le Système des Nations-Unies, ont en effet procédé à la signature du Plan Cadre de Coopération pour le Développement Durable.

Chance de développement. Comme nous l'avons déjà annoncé dans notre édition d'hier, ce nouveau plan cadre de coopération avait fait l'objet d'une communication présentée par le ministère de l'Économie et des Finances, et dont la proposition de signature a été accordée par le Conseil de gouvernement. Il s'agit effectivement d'un plan qui cadre parfaitement avec l'objectif du président de la République Andry Rajoelina de donner une chance de développement à toutes les régions du pays. Selon un communiqué conjoint du ministère de l'Économie et des Finances et du Système des Nations-Unies, ce plan cadre de coopération a été élaboré « dans l'esprit et le principe de ne laisser personne de côté, et de réaliser des changements durables dans la vie des personnes et des institutions, surtout les plus vulnérables, et renforcer leur résilience ». Le Système des Nations-Unies à Madagascar apportera ainsi sa contribution aux priorités nationales pendant la période juillet 2021 – décembre 2023.

Quatre priorités stratégiques. Se construisant autour d'une série de défis cruciaux au développement durable de Madagascar et s'inspirant des résultats d'une large consultation nationale, et se basant également sur les avantages comparatifs du SNU, l'offre de coopération portée par ce Plan s'articule autour de 4 priorités stratégiques. Il s'agit notamment de renforcer la bonne gouvernance,



Le Système des Nations-Unies appuie les initiatives pour le développement humain

l'état de droit et la sécurité, d'assurer le développement du capital humain, d'impulser la productivité du travail et la création d'emplois productifs pour des revenus décents et une économie compétitive, et enfin de renforcer la gestion durable, résiliente et inclusive de l'environnement. « Le document cadre de coopération établit un pont entre la nécessité d'atteindre les Objectifs de Développement Durable dans la décennie d'action vers 2030 et l'impératif de l'engagement à reconstruire en mieux la période post-pandémie de Covid-19 », précise le communiqué conjoint du MEF et du SNU.

Traitement antiacridien : Lancement de la deuxième campagne

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 13 JUILLET 2021

La deuxième campagne antiacridienne dans le Sud vient d'être lancée par le centre national de lutte antiacridienne. Pendant cinq jours, des hélicoptères de l'armée sont mobilisés pour l'épandage d'insecticide. A titre de rappel, la première campagne a permis de supprimer huit essaims de criquets



couvrant 10.000 ha. Une sensibilisation a été faite auprès de la population dans les zones de pulvérisation pour éviter qu'elle ne consomme les criquets ni les donnent à manger aux animaux domestiques compte-tenu des dangers que ces produits chimiques peuvent avoir sur la santé.

Conjoncture – « Énergie » le grand négligé des secteurs

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 JUILLET 2021

Les enjeux économiques et sociaux du développement énergétique ne sont pas des moindres. Cependant, la politique générale du secteur reste encore floue.

L'énergie a été la grande oubliée du rapport sur la politique générale de l'État, présenté par le gouvernement devant le Parlement. Le Premier ministre a fait le tour des avancées dans la gouvernance en général, en passant par la lutte contre l'insécurité et la situation des secteurs économiques. Le secteur minier a été rapporté de même que les « zava -bi ta » dans le Développement rural, le Tourisme et au sein du ministère de l'Environnement et du développement durable.

Le secteur industriel a eu droit à des explications sur les One District One Factory (ODOF) qui seront prochainement installés dans trente districts. Mais justement, l'énergie avec laquelle ces ODOF vont travailler n'a pas été précisée. Il n'y eut pas de précisions sur les avancées en matière énergétique, du moins, lors de la rencontre du gouvernement avec les parlementaires de la semaine dernière. Il a été seulement rapporté que des centrales photovoltaïques ont été installées dans onze régions, et 99 districts ont bénéficié d'éclairages publics. « Le cas de la Jirama avec le basculement vers le tarif Optima et la péréquation tarifaire sont essentiellement communiqués à la

presse, mais le secteur « Énergie » n'est pas uniquement le règlement des problématiques de la Jirama » a livré un sénateur qui a fait la remarque de cette « négligence » du secteur Énergie.

Orphelin

Nombreux ont d'ailleurs fait la remarque sur l'éclipse du ministre de l'Énergie et des hydrocarbures, Christian Ramarolahy, depuis des mois. À l'ouverture de la session parlementaire, il y a deux mois, le ministre a dépêché son directeur général de l'Énergie et du directeur général de la Jirama pour répondre aux questions des élus.

Depuis sa nomination au poste le 29 janvier 2020, le ministre Ramarolahy s'est fait rare dans la presse. Une esquivance aux questions fâcheuses ou est-ce en rapport au poste qu'on lui a attribué après un an à la tête du ministère des Postes, des télécommunications et du développement numérique? Quels sont alors les indicateurs de développement rendus publics concernant le secteur Énergie jusqu'ici? Le projet Sahofika a officiellement plié bagage sentant qu'aucune suite ne lui serait donnée malgré la longue période de confinement.

Celui de Volobe dépend également de la « réussite » de Sahofika. Une source a



Le ministre Ramarolahy a disparu des écrans depuis près d'un an.

confié que l'État malgache tergiverserait à propos du prix du kilowattheure par rapport au coût des 1600Gwh qu'il doit payer, de jour comme de nuit avec ces grands projets hydro-électriques, alors que la consommation annuelle oscille dans les 490Gwh. Aussi, la signature des contrats ne s'est-elle pas faite depuis 2018.

Pour l'électricité rurale, on apprend l'installation des centrales hybrides à Belalanda, Toliara II, dans six localités d'Androy et des projets en gestation dans la région Menabe. Le montant alloué au développement énergétique dans la LFI suffirait-il à accompagner les ODOF, l'émergence du Sud, l'électrification rurale, le développement de l'énergie solaire et éolienne? La Jirama, elle, a obtenu 382 milliards d'ariary de subventions....

Baisse ou non du budget des ministères - Tout dépend des réalisations

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 13 JUILLET 2021

Les députés ont adopté, le 29 juin dernier, le Projet de loi n°11/2021 portant sur la loi des Finances rectificative (PLFR) pour 2021. Le PLFR prévoit notamment une baisse de 316,2 milliards d'ariary du budget attribué aux secteurs sociaux, sauf pour le ministère de la Population. Contrairement à eux, certains ministères mais aussi institutions dont celui du Transport, du Tourisme et de la Météorologie, celui de la Population et le ministère de l'Économie et des Finances voient leur budget augmenter. « Cette baisse s'explique en partie par le faible taux d'exécution du budget au niveau de ces ministères, pour les six premiers mois de cette année. Par déduction, qui dit faible taux d'exécution dit que des travaux n'ont pas été réalisés comme il se doit dans ces institutions », explique Harison Vonjy Razafy, directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP).

Afin d'établir ce taux, l'ARMP part



notamment des appels d'offres et autres réalisés par ces institutions au courant de cette période et qui sont étudiés un par un. La pandémie de coronavirus mais surtout les restrictions et la période de confinement figurent parmi les principales causes de ce faible taux d'exécution. Les budgets des institutions concernées ont donc été revus dans la LFR 2021 et réattribués dans d'autres secteurs. « Toutefois, nous encourageons quand même

les ministères, plus particulièrement sociaux, à exécuter leur budget pour se conformer aux prévisions de dépenses de départ. De plus, nous organisons des rencontres ponctuelles avec les PRMP (Personne responsable des marchés publics) pour échanger sur le sujet et veiller à l'exécution de leurs travaux », rajoute ce responsable.

Dans tous les cas, ce Projet de loi, d'après les autorités, devrait permettre la relance économique post-Covid du pays, notamment dans le domaine de l'industrie et du tourisme, d'autant plus que la réalisation des projets d'émergence est déjà entamée par l'Exécutif. Les priorités se focalisent surtout sur le renforcement des infrastructures sanitaires, l'aménagement et l'extension des périmètres agricoles, la construction et la rénovation des routes nationales - surtout celles qui desservent les principales zones de production du pays.

Les mangroves: des atouts économiques à valoriser

ARH | LES NOUVELLES | 13 JUILLET 2021

Outre leurs rôles écologiques (zones de développement des crevettes et crabes notamment), les mangroves jouent un rôle économique important. En effet, « des mangroves en bonne santé produisent jusqu'à 2,5 tonnes de crabe au kilomètre carré. Les 236.400 hectares que nous possédons (chiffres de 2018) représentent une production potentielle de crabe estimée à 4 millions de dollars par an », estime WWF Madagascar.

3.000 espèces de poissons vivent dans les mangroves. Et plus de 2.000 attractions touristiques sont liées aux mangroves dans le monde. D'ailleurs en 2017, un village pêcheur près de Morondava a décidé de lancer un écotourisme communautaire au cœur duquel se trouvent les mangroves.

Conscient de l'importance des mangroves aussi bien pour l'environnement que pour l'économie, le gouvernement à travers le ministère l'environnement et du développement durable (Medd) et le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep), appuyé par les organismes de conservation dont WWF, a mis en place une commission nationale de gestion intégrée des mangroves en 2016, puis



créée d'un Comité Ad hoc de supervision de l'élaboration de la Stratégie nationale de gestion intégrée de l'écosystème des mangroves à Madagascar (CSSM).

Ces différents acteurs vont se réunir pour organiser ensemble une journée internationale des mangroves 2021, célébrée chaque année le 26 juillet. Mais au-delà de la célébration, cette dynamique devrait inciter les parties prenantes à appliquer effectivement ces différents outils de gestion.

SIRAMA : Condamnée à payer plus de 24 milliards Ar

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 13 JUILLET 2021

Dans le cadre du processus d'assainissement de l'entreprise SIRAMA S.A, de nombreux dossiers houleux sont examinés par les dirigeants actuels de cette société de production sucrière.

Parmi lesquels, une affaire l'opposant à une société prestataire à qui elle a attribué un marché de construction des bâtiments d'un lycée privé à Namakia, à Mahajanga le 28 octobre 1995, a été soulevée. En effet, « cette affaire a été portée en justice faute de non paiement des travaux de construction de ces bâtiments, menés par cette société prestataire. Néanmoins, il y eut une plainte réciproque des deux parties. Ces dernières ont toutes deux été condamnées à payer chacune une somme d'argent le 19 mai 1999. Chacune a ensuite interjeté appel. Mais la SIRAMA a été condamnée à payer à cette entreprise titulaire du marché une créance de plus de 191 millions de francs, soit l'équivalent d'à peu près 38,2 millions d'ariary, en plus des dommages et intérêts s'élevant à 2 millions d'ariary et d'une astreinte de 1 000 ariary par jour de retard, le 5 avril 2004 », a expliqué le directeur général actuel de la SIRAMA, le Général Mamy Emile Ramananarivo, lors de sa rencontre avec la presse hier.

Appel irrecevable. Et lui d'ajouter que la société chargée de la construction des bâtiments du lycée à Namakia, a obtenu une ordonnance du tribunal de Mahajanga le 17 novembre 2004 faisant défense à la SIRAMA de disposer d'un terrain lui appartenant à Mahajanga ainsi que d'un immeuble bâti s'y trouvant. Et ce, dans le but de préserver ses droits. « Mais aucune voie de recours n'a pu être entamée par les dirigeants de la SIRAMA à cette époque,

étant donné que l'appel interjeté a été fait hors délai. Cette entreprise titulaire du marché a ainsi été déclarée seule responsable, et ayant plein pouvoir pour gérer cette propriété de la SIRAMA suivant l'ordonnance du tribunal du 15 décembre 2004. Et ce n'est pas tout ! Elle a encore assigné la SIRAMA au paiement d'un montant de plus de 24 milliards d'ariary équivalant au coût de construction du lycée à Namakia évoqué ci-dessus, et ce, par une requête en date du 10 août 2012. Le tribunal de Mahajanga a ainsi condamné la société de production sucrière à payer cette énorme somme le 14 juin 2013. Ce jugement a été confirmé par l'arrêt le 13 avril 2017 étant donné que l'appel interjeté par la SIRAMA a été déclaré irrecevable, puisque ça a, encore une fois, été fait hors délai », a-t-il enchaîné. Hypothèque sur une propriété. En résumé, le 5 avril 2004, un arrêt commercial a condamné la SIRAMA au paiement de ses créances à l'entreprise titulaire du marché pour un montant de plus de 38,2 millions d'ariary. Et le 13 avril 2017, un autre jugement civil la contraint à payer un montant de plus de 24 milliards d'ariary, et ce, pour les mêmes motifs. « Nous voulons ainsi alerter l'opinion publique sur cette affaire puisque ces procédures sont entachées d'irrégularités. L'on doute également d'une suspicion de complicité entre des responsables de la SIRAMA à cette époque et la partie adverse car les appels interjetés étaient irrecevables à maintes reprises en raison du non



La construction des bâtiments du lycée privé à Namakia a-t-elle coûté plus de 38,2 millions Ar ou bien plus de 24 milliards Ar à la SIRAMA ?

respect du délai », d'après toujours les explications du directeur général actuel de cette société de production sucrière. Mais l'affaire est loin d'être close. En effet, « lors d'un jugement en date du 14 août 2018, il a été déclaré l'inscription de l'hypothèque forcée provisoire sur la propriété de SIRAMA à Mahajanga. Elle est même convertie en hypothèque forcée définitive. Et la SIRAMA a pu interjeter appel contre ce jugement le 7 mars 2019. Il faut savoir également que cette propriété a fait l'objet d'une convention de location de gérance entre l'État et la société chinoise OUEST SUCRE COMPLANT. Cette dernière a déjà été assignée en référé par l'entreprise chargée des travaux de construction des bâtiments du lycée à Namakia, et devra comparaître à l'audience du 6 juillet 2021 afin de remettre en mains propres les clefs de la propriété. Mais cette audience est ajournée le 20 juillet 2021 », a évoqué le Général Mamy Emile Ramananarivo. Une affaire à suivre.

Fonction publique: près de 7.000 postes budgétaires à pourvoir

RIANA R. | LES NOUVELLES | 13 JUILLET 2021

La LFR 2021 prévoit des dotations de 7,517 postes budgétaires au sein de sept ministères en charge des secteurs sociaux et du volet sécurité cette année.

Pour répondre aux besoins de recrutement dans les secteurs prioritaires comme la santé, l'éducation ou la sécurité auprès de sept ministères, l'Etat prévoit des allocations budgétaires pour les 6.835 nouveaux postes à créer, inscrits dans La Loi de finances rectificative (LFR) 2021. Les autres départements seront dotés de 682 postes budgétaires pour combler le manque d'effectif. En prenant en compte l'effectif des Employés de courte durée, la fonction publique totalise 215.629 fonctionnaires et agents de l'Etat, selon les chiffres sortis en 2019.

Cette année, les dépenses courantes de Solde connaissent une légère baisse de 16,8 milliards d'ariary pour se situer à 2.941,6 milliards d'ariary. Cette variation résulte principalement du retard dans la préparation des dossiers d'avancement de grade à cause du Covid-19, selon les explications apportées dans la LFR 2021.

Hausse des dépenses de fonctionnement. Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement connaissent une hausse de 418,9



milliards d'ariary (23,5%) par rapport au montant initialement inscrit dans la LFI 2021. Elle s'explique par l'augmentation du budget dédié aux subventions et transferts, mais également l'augmentation du budget de 83,4 milliards d'ariary des ministères en charge des secteurs sociaux (La Santé publique, l'Education nationale, l'Enseignement technique et de l'Enseignement supérieur et la

Population).

A propos des dépenses de pensions, elles s'élèvent à 793,2 milliards d'ariary dans la LFR 2021 contre les 783 milliards d'ariary annoncés dans le budget initial, soit une révision à la hausse de 1,3%. Cette hausse est due principalement à la prise en compte des nouveaux titres de pensions des agents à la retraite dont le traitement des dossiers n'a pu être achevé à temps.

Secteur halieutique - L'économie bleue remise en question

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 13 JUILLET 2021

Pour développer les activités liées à l'océan tout en le préservant. C'est l'objectif que se fixent les organisateurs de la Journée de l'économie bleue dans l'océan Indien qui se déroulera le 17 juillet prochain. Cet événement concerne l'ensemble des pays du sud-ouest de l'océan Indien. A cette occasion, l'Afrique du Sud, les Comores, la France, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique, la Tanzanie et les Seychelles se mobiliseront autour d'animations, d'expositions et de discussions sur les activités économiques côtières et océaniques de la région. L'objectif étant sensibiliser les populations au rôle et à l'importance de l'économie bleue dans leur quotidien et promouvoir une gestion durable des ressources halieutiques, tout en assurant la protection de la biodiversité ainsi que des espaces marins et littoraux.

L'économie bleue est l'ensemble des activités économiques liées aux océans, aux mers et aux littoraux et qui respectent les droits humains et l'environnement. Elle concilie rentabilité économique et protection de



l'environnement marin et côtier pour s'inscrire dans la durée et bénéficier au plus grand nombre. Les pays du sud-ouest de l'océan Indien partagent tous le même océan et dépendent des ressources qui génèrent d'importantes retombées économiques, notamment par la pêche, le tourisme ou encore l'activité portuaire. La coopération régionale en matière d'économie bleue est ainsi essentielle afin de garantir un développement harmonieux de la région.

Cependant, malgré les ambitions louables de l'évènement, pour le cas de la Grande île, l'exploitation des ressources halieutiques restent, malgré tout, assez ambiguë du point de vue de la pêche à grande échelle, et cela à

l'image de l'accord de pêche qui peine à aboutir entre Madagascar et l'Union européenne. Récemment remis au goût du jour après une longue période passée sous silence, les accords de pêche entre l'Etat malagasy et l'UE ont repris durant quelques jours pour rester à la même situation de stagnation.

« Les négociations sont, pour le moment, en situation de stand-by. La décision pour une éventuelle reprise se fait à présent au niveau même du Gouvernement. Ce dernier définira alors les points à améliorer sur l'accord de pêche global par rapport aux anciens accords de manière à ce que les avantages des accords impactent positivement les intérêts de l'Etat. Une fois la décision prise en haut lieu, le ministère de la Pêche se chargera des points techniques dans la réalisation de ces mêmes accords », expliquait un technicien spécialisé dans la pêche et l'aquaculture. A rappeler que la valeur économique des activités océaniques dans l'océan Indien occidental est estimée à environ 20,8 milliards de dollars, tout en contribuant à la création d'un peu moins de 4 millions d'emplois.

Projets d'urgence du Sud – La résilience à renforcer face à la famine

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 13 JUILLET 2021

L'État Malagasy renforce davantage ses efforts à la fois à l'intensification de réponse d'urgence pour aider ses compatriotes touchés par le phénomène climatique et à la concrétisation progressive des nouveaux projets d'urgence dans le sud de Madagascar.

Cette ferme volonté politique et engagement confirment sa nouvelle vision et stratégie de transition de l'urgence vers la résilience de la population à travers des actions multisectorielles prioritaires ayant accès sur les mesures visant à renforcer la résilience communautaire dans le Sud de Madagascar. En effet, depuis janvier 2021, l'État a apporté ses aides à la population sévèrement touchée par la sécheresse dans les Régions Anôsy, Androy et Atsimo Andrefana à travers les caravanes du Sud et les autres appuis multisectoriels par les divers départements ministériels.

Récemment, dans la Région Androy, un appui particulier et combiné a été mené par le CCOK et l'Office régional de la nutrition, ORN, avec des représentants du BNGRC et du ministère de la population en faveur des ménages des femmes enceintes et allaitantes ainsi que des enfants moins de 5 ans atteints de malnutrition modérée de la Commune de Marovato Befeno. Une équipe de la CPGU a effectué le suivi de la distribution de ces vivres. En effet, la situation de malnutrition est très accentuée dans cette commune. Ainsi, cent ménages ont bénéficié de 2,5 tonnes de riz et 5 kg de haricot chacun. L'ORN a distribué à travers les Agents Communautaire, ACN, des farines enrichies et des Plumpy Sup.

Recensement en cours

10 tonnes de riz et 800 kg de haricot ont été également distribués au niveau de la commune urbaine d'Ambovombe pour quatre cent ménages au niveau de cinq fokontany. Ces distributions ciblaient les ménages vulnérables de grande taille et ayant soit des femmes enceintes ou allaitantes et ou des enfants de moins de 5 ans soit des personnes âgées ou handicapées. Ces distributions vont encore continuer au niveau des autres fokontany.

La population des communes et ces familles ont témoigné leur reconnaissance auprès de l'État de ne pas les avoir oubliés lors de ces moments difficiles.

Dernièrement, il a été constaté que les pluies survenues depuis le mois de mars étaient bénéfiques pour la population. Les ménages ont eu l'opportunité de développer quelques cultures comme la patate douce, la citrouille, le maïs et le manioc.



Quatre cents ménages ont pu bénéficier de riz et de céréale.

Actuellement, la récolte de patate douce a débuté et les produits récoltés ont été déjà mis en vente au niveau des marchés locaux. En outre, les aides et appuis apportés par l'État ne cessent de se poursuivre en attendant la mise en œuvre effective des Nouveaux Projets Émergents dans le Sud pour éradiquer le Kere et contribuer au développement durable de cette partie du pays.

En plus des distributions, les actions de recensement sont actuellement en cours afin de mener à bien les interventions de réponses à entreprendre, surtout dans le district d'Ampanihy, dont sept communes sur dix-neuf sont totalement recensées jusqu'à présent et deux en cours de réalisation.

Outre ces actions de distribution, une deuxième vague de médicaments pour les Centres de santé de base, CSB, de la Région Androy et Anosy ont été également réceptionnés. Afin de compléter les médicaments de la première vague qui sont entre autres, des antibiotiques, des vitamines C, ... des lots de SRO et des paradenk ont été reçus. Les bénéficiaires de ces médicaments sont les personnes atteintes de malnutrition qui sont consultées au niveau des CSB des deux régions.

La construction du Centre de réhabilitation nutritionnelle et des médicaments, CRNM, se poursuit, celle du centre de santé est en cours de finition pour Ambovombe et Amboasary. Quant au réfectoire et la banque alimentaire, leur construction a démarré pour Ambovombe.

Bref, les appuis et actions menés par le gouvernement ont pu alléger les souffrances de la population la plus touchée qui subit la sécheresse, des efforts ont été menés et seront encore entrepris dans le temps à venir pour réduire leur vulnérabilité.

Campagne de litchi 2021-2022 : Omer-Decugis & Cie traitera la moitié de la production

ARH | LES NOUVELLES | 14 JUILLET 2021

Le groupe international Omer-Decugis & Cie traitera la moitié de la production nationale de litchis malagasy pour la campagne 2021-2022. Cette sélection fait suite à l'appel à candidatures international lancé par le Groupement des exportateurs de litchis (Gel).

Récemment introduit en bourse, Omer-Decugis & Cie, spécialiste des fruits et légumes frais et exotiques, annonce que sa filiale SIIM organisera, dès l'automne prochain, la campagne d'exportation du litchi malagasy. « Au-delà du succès

de la commercialisation du litchi en France et au niveau européen pour les prochaines fêtes de fin d'année, notre action s'inscrit dans un cadre de partenariat de long terme permettant d'accompagner le développement durable du litchi de Madagascar », indique Vincent Omer-Decugis, PDG du groupe, dans un communiqué.

En remportant ce marché, Omer-Decugis & Cie consolide sa position de leader de l'exotique au niveau européen. En même temps, il intègre une filière

stratégique dans le développement économique et social de la Grande île, troisième producteur mondial et premier exportateur vers l'Europe.

Le déploiement de la campagne de commercialisation générera sur l'exercice 2021-2022 un chiffre d'affaires consolidé estimé à plus de 15 millions d'euros pour près de 8.000 tonnes de litchis et s'inscrit pleinement dans le plan de croissance 2021-2025 du groupe Omer-Decugis & Cie.

Produits agricoles - Point de vente directe pour les professionnels de l'élevage

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 14 JUILLET 2021

Promouvoir les activités des producteurs locaux. C'est en ce sens que l'association professionnelle malagasy de l'élevage réaffirme ses ambitions en améliorant le point de vente directe installé à Nanisana, dans les locaux de l'association. Depuis l'année dernière, la pandémie de Covid-19 a contraint la prise des mesures d'urgence sanitaire, lesquelles ont entraîné une désorganisation des échanges commerciaux, en l'occurrence dans la chaîne de commercialisation des produits agroalimentaires issus de l'agriculture, l'élevage, la pêche ou encore la pisciculture au niveau des Régions comme Analamanga.

Pour remédier à cette situation et contribuer à la reprise économique et commerciale dans la Région d'Analamanga, le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), par le biais du Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER), a appuyé l'organisation

Malagasy Professionnels de l'Elevage (MPE) dans la mise en place et le lancement d'un point de vente dans la Capitale, en son siège à Nanisana, de denrées agroalimentaires et d'artisanat issus de micro et petites entreprises rurales (MERs) de la Région.

Les objectifs de cet appui consistent à favoriser l'accès au marché des producteurs appuyés par le Programme, et de rendre disponibles aux consommateurs des produits agricoles, d'élevage et de la pêche ou de la pisciculture, de meilleure qualité et en quantité adéquate. Ainsi, l'approvisionnement direct depuis les producteurs de la Région, notamment en œufs, poulets de chair, saucisses ou encore des poissons a commencé à être aperçu sur des étals à la MPE. Tout est étudié minutieusement car les deux parties, à savoir la MPE et les producteurs, recherchent chacun leur marge bénéficiaire malgré un marché réduit. « Le processus tient ainsi compte de cette organisation



des producteurs et des négociations de prix. Le ministère appuie dans le déplacement vers la Capitale ou encore dans la logistique, telle la congélation des produits ou autres », explique un responsable au niveau de l'association. A cet effet, les produits doivent suivre une traçabilité bien claire, notamment le lieu de production ainsi que les coopératives ou l'association d'origine des producteurs. L'évolution de la production qui pourrait connaître un ralentissement est déjà anticipée dans l'étude de ce projet alternatif de vente.

Financement post covid-19 – Rajoelina au sommet pour l'IDA 20 à Abidjan

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 JUILLET 2021

Le président de la République s'envolera pour la capitale ivoirienne dans la matinée. Il prendra part au sommet pour la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.

Soutenir la relance post-crise sanitaire. Voilà l'objectif de la réunion de haut niveau qui se tiendra demain à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire. Un rendez-vous qui entre dans le cadre de la 20e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA 20).

Madagascar prendra part au sommet d'Abidjan. Une délégation conduite par Andry Rajoelina, président de la République, s'envolera pour la capitale ivoirienne, dans la matinée. Il s'agit du premier voyage officiel à l'étranger du chef de l'état, depuis le début de la crise sanitaire. Il s'agira donc de défendre ses principaux axes de relance après la pandémie de la Covid-19.

L'objectif de la réunion de haut niveau d'Abidjan est d'avoir «une reconstitution ambitieuse et substantielle des ressources de l'IDA. Pour les états participants au rendez-vous, il s'agira de mettre en avant ses plans de relance pour glaner le maximum de flux financiers pour appuyer leur concrétisation.

L'IDA est l'une des cinq institutions constitutives du groupe Banque



Le président de la République sera exact au rendez-vous.

mondiale.

Transformation économique

En mobilisant des sources de la part de donateurs internationaux et des marchés financiers, l'IDA soutient les pays en développement à faible revenu par le biais de dons ou de prêts à taux faible ou nul pour financer leurs programmes de développement.

Selon les communications autour de l'événement à Abidjan, il fait suite au sommet sur le financement des économies africaines, à Paris, en mai. Les chefs d'état africains qui y ont pris part ont lancé un appel à un soutien renforcé à la reprise, mais aussi, à la transformation de l'économie africaine. Le sommet qui se tiendra dans la

capitale ivoirienne compte faire d'une pierre deux coups, par ailleurs. Outre l'appui à la relance après la crise sanitaire, l'autre objectif du rendez-vous est de déclencher la transformation économique du continent noir. Une économie résiliente, verte et inclusive. Le thème de l'IDA 20 est justement, «Reconstruire en mieux après la crise: mettre le cap sur un avenir vert, résilient et inclusif».

Les principaux axes sur lesquels vont s'articuler l'IDA 20 sont le changement climatique, la fragilité, le conflit et la violence, l'égalité des genres, l'emploi et la transformation économique, ainsi que le capital humain. Anticiper la crise, soutenir la transparence de la dette, la gouvernance et les institutions, ainsi que la technologie, sont des thématiques transversales sur lesquelles va se projeter l'IDA 20.

L'IDA 20 compte soutenir soixante quatorze pays, sur la période 2022 - 2024. Les Etats africains, dont Madagascar, qui prendront part à la réunion de haut niveau d'Abidjan, comptent bien en être les principaux bénéficiaires.

Marché de la vanille dans la Sava : les producteurs demandent l'application du prix de référence

RIANA R. | LES NOUVELLES | 14 JUILLET 2021

Huit jours après le début de la campagne de la vanille dans la région Sava, les paysans producteurs interpellent une nouvelle fois l'Etat face à la forte baisse du prix du kilo de la vanille verte. Alors que les membres d'une association réunissant les producteurs de vanille dans cette région ont rencontré les autorités étatiques à Antananarivo, la semaine passée, la situation peine à changer, déplorent-ils.

D'après Simon Zara Maximin, vice-président de l'association, « le prix du kilo de la vanille verte proposé par les collecteurs ne dépasse pas les 30.000 ariary. Nous souhaitons un renforcement du contrôle des prix venant de l'Etat pour que le prix de référence à 75.000 ariary le kilo soit appliqué, même si ce prix reste insatisfaisant pour les paysans producteurs ».

Il a rajouté que durant la campagne de 2017 et 2018, le prix du kilo de la vanille verte était à 200.000 ariary, tandis que la vanille préparée était à 1,2 million d'ariary.

« Afin d'améliorer le marché de la vanille verte, nous exhortons des sanctions venant de l'Etat à l'encontre des collecteurs qui refusent d'appliquer



le prix convenu. D'autant qu'ils ne peuvent exercer leur activité sans une autorisation délivrée par les ministères de tutelle », a poursuivi Simon Zara Maximin. Pour rappel, un Conseil régional de la vanille (CRV) devrait être opérationnel dans les neuf régions

productrices de vanille à Madagascar, afin d'améliorer la gestion de cette filière clé pour l'économie du pays. Près de 100.000 acteurs dont des producteurs, préparateurs, collecteurs et exportateurs travaillent dans la filière.

Potentiel uranifère: des opportunités à exploiter pour Madagascar

ARH | LES NOUVELLES | 14 JUILLET 2021

A l'instar des gisements de pétrole et de gaz, il est prouvé que Madagascar dispose également de gisements d'uranium. Ces ressources sont localisées dans quatre zones principales à savoir Antsirabe, Taolagnaro, Folakara et Makay, selon l'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Omnis). Des opportunités à exploiter.

Lors des conférences-débats organisées par l'Omnis à l'occasion de son 45e anniversaire, le sujet du potentiel uranifère de Madagascar n'a pas laissé indifférents les participants. Les gisements d'uranium à Madagascar sont actuellement localisés dans quatre principales zones : Antsirabe - Faratsiho - Itasy (zone centre et centre-ouest) ; Folakara (zone nord-ouest), Makay (zone sud-ouest) et Tranomora (zone sud).

Depuis 2005, de nombreuses sociétés se sont lancées dans la prospection de l'uranium, notamment, la société Atomique Madagascar qui a assuré la prospection dans quatre sites dans le sud et a détecté la présence d'uranium de haute qualité dans le gisement de Tranomora, au nord-ouest de Taolagnaro. Plusieurs sociétés étrangères (canadiennes, israéliennes, sud-coréennes, britanniques et australiennes) se sont déjà présentées

en 2007 à Madagascar afin de mener des prospections. La société australienne RIR Uranium a même entrepris des travaux d'exploitation mais ces derniers n'ont pas abouti, notamment à cause de la crise politique survenue deux ans plus tard.

L'uranium, valeur en hausse

La valeur de ce minerai n'a cessé d'augmenter ces dernières années, suite aux fortes demandes d'énergie sur le marché. S'il reste loin des prix enregistrés entre 2007 et 2011, l'uranium connaît une petite embellie, après avoir stagné entre 25 et 30 dollars la livre pendant plus de cinq ans. Il est notamment passé de 18,1 dollars la livre en novembre 2016 à un pic de 34 dollars la livre en mai 2020, pour se négocier au mois de mai à environ 32 dollars.

L'amélioration n'est certes pas encore décisive pour tous les acteurs, mais d'autres signaux militent en faveur



d'une reprise des opérations à Langer Heinrich, la mine d'uranium de Paladin Energy en Australie. Il s'agit du retour en grâce du nucléaire constaté depuis quelque temps et surtout de son intégration dans les plans des Etats pour réussir la transition énergétique et mener à bien la révolution verte.

Une aubaine donc pour Madagascar. Mais les experts recommandent que la Grande île doive d'abord se doter d'un cadre juridique et législatif fort de manière à prévenir les risques de contaminations radioactives de la filière.

Matériaux de construction à Antananarivo - Le sac de ciment toujours à moins de 30 000 ariary

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 14 JUILLET 2021

Une publication, parue dimanche dernier sur les réseaux sociaux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), a semé la confusion auprès des consommateurs. Cette publication a annoncé notamment l'arrivée de 5 000 tonnes de ciment pakistanais au port d'Ehoala, le 13 juin dernier.

Et à l'issue de discussions et d'échanges entre les opérateurs et la direction régionale de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, le prix de vente d'un sac de 50kg de ce ciment est fixé à 35 000 ariary. Ce prix a particulièrement marqué les consommateurs. « Le ministère a fixé un prix trop élevé. Déjà à moins de 30 000 ariary, nous avions du mal à en acheter, alors à 35 000 ariary, la construction de notre maison prendra encore plus de temps que prévu », se plaint une mère de famille.

« La publication du ministère a été mal interprétée par les lecteurs. Ce prix fixé n'est pas pour toutes les Régions du pays mais seulement pour la Région d'Anosy. Dans cette Région, le sac de ciment tourne autour de 38 000 à 40 000 ariary. Cette hausse des prix s'explique surtout par les frais de transport élevés. Le ciment doit en effet être transporté par voie maritime au vu de son poids. C'est pour préserver les consommateurs que le ministère a pris cette décision tant l'importation que la fixation des prix », rétorque un responsable au niveau du ministère. Par ailleurs, pour la Capitale, le sac de 50kg s'achète encore jusqu'à aujourd'hui à moins de 30 000 ariary.

Le prix du ciment « Orimbato » 42,5 est de 29 900 ariary auprès d'une quincaillerie à Antananarivo contre 28 000 ariary pour celui de la marque

Lafarge 42,5 et 23 500 ariary pour le ciment Jumbo 42,5. Quant à la gamme «Lova» 22,5 de l'entreprise Holcim, leader de la production locale dans le pays, le sac de 50 kg se vend à 24 500 ariary. Toutefois, les usagers ont quand même remarqué une hausse des prix au cours des derniers mois. « Je suis en pleine réhabilitation de ma maison actuellement. Et le prix du ciment a augmenté de 3 000 à 5 000 ariary en l'espace de deux mois » témoigne Lovasoa, un entrepreneur dans le domaine du digital. Les opérateurs n'ont jusque-là fourni aucune explication concernant cette hausse des prix.

Dans tous les cas, les actions de contrôle du ministère seront renforcées pour éviter les spéculations, plus particulièrement après cette fixation du prix du ciment dans la Région d'Anosy.

Développement: la relance post-Covid sur la table à Abidjan

J.P | LES NOUVELLES | 15 JUILLET 2021

« Je me réjouis de participer à la Conférence de Reconstitution des Ressources de l'Association Internationale de Développement aux côtés du président Alassane Ouattara, pour financer des projets de développement d'envergure », sont les premiers mots du chef de l'Etat, Andry Rajoelina qui a débarqué dans la capitale ivoirienne, hier.

La Côte d'Ivoire accueillera aujourd'hui, la Conférence sur la 20e reconstitution des Ressources de l'Association internationale de développement (Ida-20). Ce programme de la Banque mondiale devra favoriser la relance économique, après la crise engendrée par la pandémie de Covid-19, pour sortir certains pays africains de la pauvreté.

A ce titre, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement vont prendre part à cette rencontre de haut niveau, dont le chef de l'Etat malagasy. Selon le site fraternité matin, une note d'information des autorités malagasy transmise à l'agence de communication dénommée Concerto a rapporté les projets structurels d'envergure, notamment en termes d'infrastructures et d'agroalimentaire qui font l'objet d'une collaboration étroite entre Madagascar et la Banque mondiale.

A ce propos, le chef de l'Etat entend continuer à mobiliser les bailleurs pour mener des actions concrètes dans le cadre du Plan Emergence de Madagascar (PEM), avec un axe prioritaire pour le programme destiné au Sud de l'île, une des premières régions gravement impactée par le



dérèglement climatique dans le monde. **Financement**

Ce déplacement est également une occasion pour Andry Rajoelina de rencontrer ses homologues africains dont le président ivoirien Alassane Ouattara. Les deux premières dames de Madagascar et de la Côte d'Ivoire auront également des activités communes.

Sinon, les chefs d'Etat et les chefs de délégation réuniront à huis clos sur les priorités de développement, l'impact du Covid-19, le plan de relance économique, les besoins de financement des Etats, le rôle de l'IDA-20 et le partage d'expériences. Lors de la cérémonie de clôture, une déclaration dite « la déclaration d'Abidjan » sera prononcée.

Paositra Malagasy : Le ministre et les grévistes trouvent une entente

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 JUILLET 2021

Les syndicats grévistes de la Paositra malagasy ont annoncé la fin de leur grève hier. Un consensus a été trouvé avec le ministre à l'issue d'une réunion qui a fini tard, mardi.

Fin de la grève à la Paositra malagasy (Paoma). Les représentants des syndicats grévistes et le ministre Ramaherijaona Andriamanohisoa ont trouvé un terrain d'entente à l'issue d'une longue réunion qui a duré jusqu'à tard dans la nuit du mardi. Le procès verbal de la réunion qui concrétise la fin de la grève qui dure depuis plus de deux semaines a été signé hier matin par les deux parties. Une résolution qui comporte neuf points, abordant point par point les revendications des grévistes.

«Les divergences d'idées sont des choses qui arrivent mais c'est dans le calme et l'apaisement que nous pouvons résoudre les problèmes et trouver des solutions. Maintenant que les problèmes sont résolus, que l'opinion des uns et des autres sont clarifiés et que nous connaissons la route à suivre, le ministère et la Paoma peuvent désormais aller plus vite dans la réalisation des travaux», déclare le ministre Ramaherijaona Andriamanohisoa. «Parmi les revendications des

grévistes figure le refus d'un éventuel changement de statut de la Paoma. Un sujet sur lequel le ministre a affirmé qu'il n'a jamais été question de changement de statut qui aurait obtenu son aval. « Un groupe de travail composé de représentants du ministère et ceux de la Paoma va être créé pour discuter de ce sujet si jamais un changement de statut est vraiment nécessaire », a souligné le ministre.

Nouvelle filiale

L'autre point de discordance concerne le projet Smartvillage que les grévistes disent être financé par l'argent de la poste. Il est donc convenu que les travaux en cours vont être achevés mais ne seront pas intégrés dans le budget 2021 de la Paoma pour protéger les finances de la société. Quant à une éventuelle privatisation, il n'en a jamais été question et cette éventualité ne fait même pas partie du plan de travail, selon le ministre. Néanmoins, les deux parties ont reconnu la nécessité de créer une nouvelle filiale de la Paoma pour que cette dernière puisse développer



Le ministre Ramaherijaona Andriamanohisoa et son staff discutant avec les représentants des employés de la Paoma.

ses offres sur le service financier.

Pour les autres points, la régularisation des propriétés et terrains appartenant à la Paoma va être accélérée en collaboration avec les autres ministères. L'INTP Antanetibe restera toujours en place même si un centre pour la promotion des technologies numériques va être construit sur place. Pour les employés contractuels, les discussions vont être entamées pour leur intégration en tant que fonctionnaires.

Salon RSE & IDD : Début de la 6e édition ce jour

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 15 JUILLET 2021

Le salon RSE & IDD se tient exclusivement en ligne pour cette année. Selon la présentation faite par le GEM (Groupement des entreprises de Madagascar) qui parraine l'événement, la 6e édition se tient les 15 et 16 juillet sur une plateforme dédiée, et peut être suivie sur Facebook. Centré autour de la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) et des initiatives

pour le développement durable, il s'agit d'un rendez-vous annuel des acteurs engagés, et qui s'activent pour adresser les enjeux environnementaux et sociétaux à Madagascar. Selon ses promoteurs, les objectifs de l'événement sont, d'abord, de faciliter la rencontre et les échanges entre les acteurs, les experts et le grand public, car le salon offre un espace de réflexions et de

partages des innovations, de nouvelles approches, des bonnes pratiques et les leçons apprises en termes de RSE. Ensuite, il représente une source d'inspiration et de structuration pour les organisations qui souhaitent se lancer, et une opportunité de partage et de communication pour les experts et ceux déjà engagés dans la démarche.

Justice: le Tribunal du Commerce procède à des améliorations

T.N | LES NOUVELLES | 15 JUILLET 2021

Le Tribunal du commerce a tenu une réunion de concertation, hier au Môtel Anosy, en vue d'améliorer ses activités de traitement de dossiers. « L'objectif est de permettre aux juges d'améliorer la prise de décisions au sein du tribunal », a indiqué la présidente du Tribunal du commerce, Mihary Ramanandraitsiory, en marge de l'atelier.

Le thème abordé est d'ailleurs « L'amélioration et l'accélération des activités au sein du Tribunal du commerce ».

« Le contexte socioéconomique actuel n'est pas favorable au climat des



affaires. Nombreux opérateurs sont insolvable et doivent régler leurs différends au sein du Tribunal du

commerce », a-t-elle expliqué.

Autant dire que les cas de faillite et liquidation judiciaire ont connu une légère hausse. « Le tribunal peut avancer des solutions, sauf que les personnes concernées tardent à déclarer une cessation de paiement », a-t-elle regretté.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Velirano

n°3 du président de la République, relatif à la mise en place d'une justice équitable et à la lutte contre la corruption.

Ministère de l'Economie et des Finances : Les efforts d'assainissement des dépenses publiques se poursuivent

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 15 JUILLET 2021

Toutes les dépenses publiques réalisées par le Trésor public respectent les procédures en vigueur, précise le ministère de l'Economie et des Finances qui dénonce les velléités de dénigrement dont il fait l'objet

Gratuites. Le ministère de l'Economie et des Finances qualifie d'affirmations gratuites, les publications sur les réseaux sociaux concernant la soi-disant tentative de déblocage d'un fonds de 70 milliards d'ariary pour le paiement de la compagnie pétrolière Jovena.

Aucun mandat

« Le ministère de l'Economie et des Finances dénonce avec fermeté les affirmations gratuites diffusées sur Facebook, qui induisent l'opinion en erreur et sèment la confusion », indique un communiqué de ce département. D'après les précisions que nous avons obtenues auprès du Trésor public, aucun mandat relatif à ce paiement n'a encore été émis. « Le Trésor public procède uniquement au paiement des dépenses

inscrites dans le budget de l'Etat, et le calendrier de paiement des compagnies pétrolières fournisseurs de la Jirama se fait en fonction des livraisons et suivant les procédures administratives et financières en vigueur », précise notre source. Une manière en somme de réitérer que l'assainissement des dépenses publiques est de rigueur au sein du MEF. Le communiqué du ministère indique d'ailleurs que « l'assainissement dans la gestion des dépenses publiques se poursuit avec rigueur est sans relâche depuis 2019. Les procédures ont été respectées pour éviter les gabegies et laxismes qui ont engendré bon nombre de malversations ». Une manière de rappeler que tout engagement de dépenses, surtout celles relatives à la lutte contre la

Covid-19, respecte les procédures.

Transparence

Le MEF va justement continuer sur cette lancée. « Le ministère de l'Economie et des Finances continuera l'amélioration de la mise en ligne des dépenses, dans un esprit de transparence », selon toujours ce communiqué. Force est, en tout cas, de constater que ces derniers temps, le ministère de l'Economie et des Finances a fait l'objet d'attaques qui n'étaient pas forcément justifiées, notamment de la part des députés de l'opposition. Les observateurs assimilent d'ailleurs cette publication non recoupée sur Facebook comme faisant partie d'une campagne de dénigrement bien orchestrée à l'endroit de ce département-clé de l'économie.

Matériaux de construction – Hausse vertigineuse du prix du ciment

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 JUILLET 2021

De 24000 ariary le prix du sac de ciment de 50kg est passé à 26000 ariary, lundi, dans quelques points de vente de la capitale. « Nous appliquons une hausse de 2000 ariary par sac car notre fournisseur nous annonce également que leur dernière livraison accuse une hausse de prix » explique un quincaillier d'Andravoahangy. Une autre commerçante explique que son fournisseur a évoqué l'instabilité ou plutôt la baisse de la valeur de l'ariary, impactant le prix du ciment importé. Un fournisseur répète la même explication en arguant que cette hausse du ciment importé provient de la commande au début de la chaîne au Pakistan et en Égypte.

Est-ce alors réellement à cause du prix d'achat chez le fournisseur étranger, le fournisseur local, le détaillant ou est-ce en raison du coût du fret, du transport (vu l'état catastrophique de la RN2), du faible pouvoir de l'ariary? Pour le ciment fabriqué localement, les prix de vente des détaillants affichent 28 900 ariary pour le type « Orimbato », 24200 ariary pour la catégorie « Lova », 27 000 ariary pour le ciment importé « Lafarge ». Dans certains magasins d'Antananarivo, les prix ne sont pas les mêmes pour le ciment importé et le local.

Usine

Le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA) apporte des précisions, mais concernant seulement la région Anosy. Le ciment importé du Pakistan devrait s'acheter moins cher



La hausse du prix du ciment entraînera-t-elle la hausse des autres matériaux de construction?

dans cette partie sud de l'île avec le débarquement de 5000t dans la région Anosy le 30 juin dernier. « Il a été décidé au cours d'une réunion de la direction régionale de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Drica) avec les opérateurs locaux, que le prix de ce ciment sera de 35 000 ariary le sac de 50 kilos » indique le MICA dans un communiqué. Le ciment s'achetait à 40 000 ariary auparavant à Tolagnaro quand les opérateurs faisaient venir le ciment d'Antananarivo.

Un prix appliqué en raison du mauvais état de la route reliant la capitale à Tolagnaro. À Toliara, le prix du sac de ciment de 50 kilos connaît également une hausse. De 26 000 ariary, il passe

aujourd'hui à 31500 ariary. « Holcim a fait monter son prix. Global aussi, et le coût de fret a plus que triplé. Ces paramètres impactent le prix de vente au détail » explique un quincaillier à Toliara.

« Il faut savoir que le ciment « CEM 42, 5 de Holcim Lafarge » est importé d'Égypte. Et il est vendu au même prix que les autres types de ciment importé du Pakistan par exemple. Vivement la création d'une usine de cimenterie à Toliara. Nous sommes à la merci des ciments importés » ajoute l'opérateur. À Mahajanga, le prix connaît aussi du changement.

Textile et habillement - Le talent malagasy s'exporte dans le monde

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 15 JUILLET 2021

Dior, Chanel ou encore Hermès ... Ces grandes maisons de haute couture ont déjà accordé leur confiance aux industries textiles malagasy pour leurs prêts-à-porter. Le savoir-faire malagasy les attire de plus en plus. «Dotés d'une habileté artistique quasi innée, les talentueux artisans malgaches impressionnent le monde entier. Ils sont également rapides et faciles à former à toute nouvelle manipulation », explique l'Economic Development Board of Madagascar, promoteur des investissements dans la Grande île. Tous les travaux de haute précision sont en effet maîtrisés par les mains malagasy que ce soient le drapé, la broderie ou encore le sequin. «La broderie main est d'ailleurs une pratique ancestrale tenant une place importante dans la culture malgache et se transmet de génération en génération. Forts de cet héritage, les artisans malgaches

subliment de riches étoffes avec des broderies au Lunéville, des broderies sur dentelle, des broderies anglaises, des broderies sur cuir, des crochets, des smocks, des macramés, des fourches, des tissages, des boutis, des broderies blanches, des jours Venise...», détaille cette institution.

Outre ce savoir-faire hors du commun, les « doigts de fées » malagasy sont aussi très prisés par les marques luxueuses pour leur sens du détail. Elles sont notamment très méticuleuses dans l'élaboration de chaque pièce. Elles consacrent ainsi des heures de travail sur chacun d'eux pour obtenir un tissu de qualité. Connues depuis des générations pour leur prestige, ces marques délocalisent alors leurs productions au niveau des industries textiles malagasy. Ces délocalisations renforcent ainsi le secteur du textile et de l'habillement à Madagascar. Il



contribue même à hauteur de 19,35% au Produit intérieur brut (PIB) national. Mais avec la crise sanitaire, le secteur traverse une mauvaise passe. Le programme de partenariat commercial du Royaume-Uni (UKTP) de l'International Trade Center (ITC), en coopération avec le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat de Madagascar (MICA) et le GEFP, mène une initiative visant à produire une étude de plan de relance post-Covid-19 pour le secteur du textile et de l'habillement (T&C). L'idée reste de remettre sur pied les activités.

Gestion des dépenses publiques : Le MEF se défend

C.R | MA-LAZA | 15 JUILLET 2021

Sur les réseaux sociaux, des rumeurs sur les dépenses faramineuses au niveau du ministère de l'Economie et des Finances MEF ont fait polémique. « Le ministère de l'Economie et des Finances dénonce avec fermeté les affirmations gratuites diffusées sur facebook qui induisent l'opinion en erreur et sèment la confusion » a précisé un communiqué publié hier.

Selon les explications du ministère, l'assainissement dans la gestion des dépenses publiques se poursuit avec rigueur et sans relâche depuis 2019.



«Les procédures ont été renforcées pour éviter les gabegies et les laxismes qui ont engendré bon nombre de malversations. Tout engagement de dépenses, particulièrement dans le cadre de cette période de lutte contre

la Covid-19 respecte scrupuleusement ces procédures ».

A titre de rappel, les sociétés civiles ralliées autour du projet STEF « Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds alloués aux réponses à la Covid 19 » ont salué la mise en place d'un portail en ligne concernant le fonds Covid 19 sur le site du MEF mais regrettent le manque de précision et des informations publiées incomplètes. Le ministère s'est engagé à améliorer la mise en ligne des dépenses pour plus de transparence.

Secteur NTIC : eTech prône un emploi stable malgré la Covid-19

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 16 JUILLET 2021

Si la plupart des entreprises opérant dans différents secteurs d'activités n'ont pas été épargnées par la crise sanitaire liée à la Covid-19 depuis l'an dernier, l'entreprise de service numérique eTech, issue du groupe ArkeUp, se montre plus résiliente. En effet, elle a adopté une innovation sociale pour le bien-être de ses collaborateurs. Il s'agit notamment d'un investissement dans le télétravail en dotant des équipements matériels et de connexion à chaque employé, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de continuité des activités depuis l'annonce des mesures liées à l'application de l'état d'urgence par l'Etat. Cette entreprise spécialisée dans le domaine de la NTIC (Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication), qui continue d'en

être le pionnier, prône ainsi un emploi stable à ses collaborateurs malgré cette pandémie. Au contraire, elle ne cesse d'étoffer son équipe étant donné que le capital humain est au cœur de ses préoccupations.

Livraison gratuite. «L'objectif étant de protéger les collaborateurs sur le plan économique et sanitaire. Nous sommes conscients qu'il est important, surtout dans un contexte pareil, d'avoir un emploi tout en restant en bonne santé. C'est pourquoi nous avons tout mis en œuvre pour que ces deux points soient en harmonie», a précisé Pierre-Paul Ardile, Président Directeur Général du Groupe ArkeUp. Outre la mise en télétravail des collaborateurs, ceux-ci peuvent en même temps bénéficier d'une livraison gratuite pour tout

achat en ligne via Esanandro, une marketplace appartenant à eTech. Une cellule d'écoute est également mise en place pour aider les collaborateurs à mieux vivre la situation.

Animations à distance. Mais ce n'est pas tout! L'entreprise se soucie toujours de leur bien-être en organisant entre autres, des animations à distance comme des jeux concours avec une livraison des lots à gagner. Il faut savoir que depuis le début du mois de décembre 2020, et indépendamment de la crise, les collaborateurs d'eTech peuvent choisir des jours de la semaine durant lesquels ils peuvent passer en mode "télétravail". Une pratique qui est maintenant adoptée par d'autres entreprises œuvrant dans d'autres secteurs d'activités.

Sommet de l'IDA – L'Afrique réclame cent milliards de dollars

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 JUILLET 2021

Les dirigeants africains plaident pour que la XXe reconstitution des ressources de l'IDA atteigne une enveloppe d'au moins cent milliards de dollars. Pour Madagascar, l'enjeu est de booster son émergence.

La solidarité. Voilà l'argument mis en avant par les dirigeants africains durant la réunion de haut niveau pour la XXe reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-20), à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Durant ce sommet, vingt trois chefs d'État et de gouvernement, dont Andry Rajoelina, président de la République, ont parlé d'une seule voix pour que l'enveloppe du prochain cycle de financement de l'IDA soit d'au moins cent milliards de dollars. « Madagascar milite pour que les fonds de l'IDA prévus à hauteur de 92 milliards de dollars atteignent au moins les cent milliards de dollars », renchérit le locataire d'Iavoloha, sur son compte Twitter.

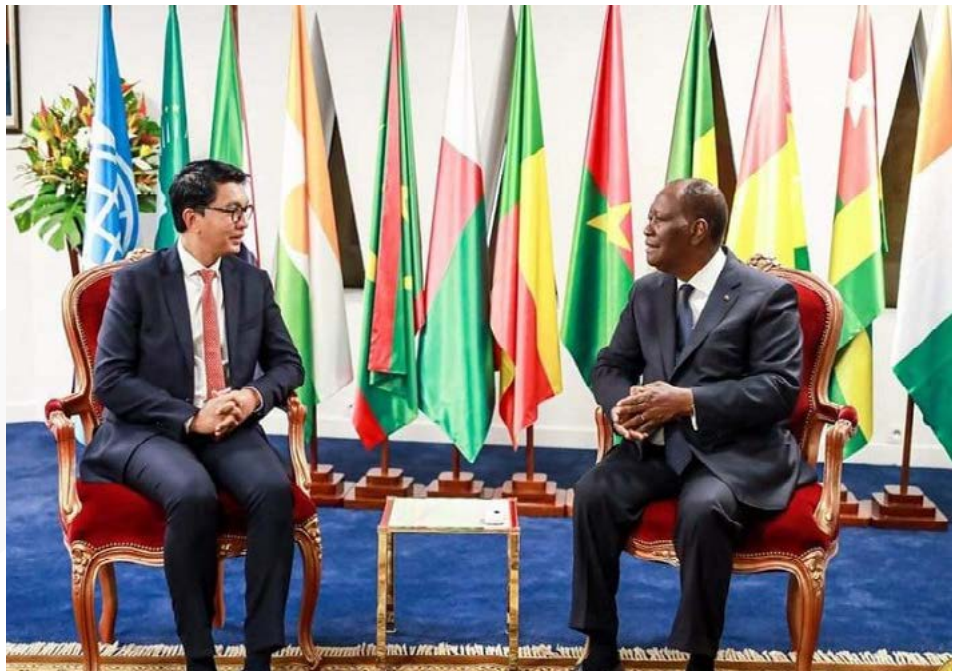
La XXe reconstitution des ressources de l'IDA vise à soutenir la relance post-crise sanitaire des pays bénéficiaires. Cette manne devra, également, appuyer le déclenchement de la transformation économique des nations africaines. Le thème du rendez vous est, justement, « Reconstruire en mieux après la crise: mettre le cap sur un avenir vert, résilient et inclusif ».

Dans la déclaration commune à l'issue du sommet d'hier, il a été indiqué que durant les cinq prochaines années, les besoins de financement supplémentaires à l'échelle du continent africain pour redresser les conséquences de la pandémie, relancer l'économie et lutter contre le changement climatique « sont estimés à 285 milliards de dollars ». Cela nécessite la maximisation des ressources financières internes et externes.

Les dirigeants africains sont, toutefois, conscients que la mobilisation de leurs ressources intérieures ne suffira pas. Il faut donc, maximiser les sources de financement internationaux. L'appel à une reconstitution plus ambitieuses des ressources de l'IDA jusqu'à cent milliards de dollars, au moins, est une étape donc.

Changement radical

L'IDA est une des institutions constitutives du groupe Banque mondiale. Elle soutient les pays à faible revenu par le biais de don ou de prêt à taux faibles ou nul. Cela passe par la mobilisation de fonds alloués par des donateurs internationaux et les marchés financiers. Chaque État bénéficiaire fait, ensuite, valoir son programme de



Entretien entre Andry Rajoelina et le président ivoirien Alassane Ouattara

développement pour avoir le maximum de financement possible.

« Ainsi, la participation de Madagascar à l'IDA-20 est d'autant plus significative car elle témoigne l'intérêt considérable que porte le pouvoir actuel à mettre en œuvre des projets structurants en faveur du développement durable de Madagascar notamment après la crise mondiale de la Covid-19 », avance le communiqué de presse de la présidence de la République.

Dans une publication faite sur son compte Twitter, Andry Rajoelina soutient que Madagascar compte profiter du sommet d'Abidjan pour « mobiliser ses partenaires pour un développement durable, social et inclusif autour de projets concrets pour l'émergence de Madagascar ». Le challenge est d'au moins faire aussi bien que cette année. Dans le cadre de l'IDA-19, La Grande île bénéficie d'une enveloppe de 1,1 milliards de dollars.

Comme il l'a affirmé sur les réseaux sociaux, le président de la République a mis en avant les domaines prioritaires critiques à financer à Madagascar. Outre la relance post-coronavirus et la concrétisation du programme d'émergence, la Grande île fait face à un autre défi majeur, la lutte contre l'insécurité alimentaire causée par le changement climatique dans le Sud. Un sujet qui cadre avec l'un des principaux axes de l'IDA-20.

« Malgré les actions menées depuis plusieurs décennies et toutes les aides internationales, la famine y est encore persistante. Mes compatriotes du Sud subissent un lourd tribut de la crise climatique à laquelle ils n'ont pas participé. Face à cela, nous devons trouver des solutions plus adéquates, plus innovantes et endogènes », a plaidé le locataire d'Iavoloha. Face à l'assistance, Andry Rajoelina a soutenu que pour vaincre le kere, « l'urgence n'est pas seulement à l'intervention ponctuelle d'aides alimentaires et médicales, comme cela aurait pu être le cas auparavant. Elle est surtout celle de l'action stratégique pour apporter un changement radical et durable afin de créer une véritable renaissance dans les régions du Grand Sud de Madagascar et pour que les populations soient résilientes et autonomes ».

Coopération bilatérale

La participation à la réunion de haut niveau d'Abidjan est le premier déplacement officiel du président de la République à l'étranger, depuis le début de la pandémie. En marge de l'événement, il s'est entretenu avec Alassane Ouattara, président ivoirien. L'occasion pour les deux Chefs d'Etat d'affirmer le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays. Une intention soulignée par l'invitation du président Rajoelina pour une visite officielle en Côte d'Ivoire.

Artisanat : les initiatives de formalisation se multiplient

RIANA R. | LES NOUVELLES | 16 JUILLET 2021

Le ministère en charge de l'artisanat entend réaliser un second recensement global des artisans à Madagascar après le premier, réalisé en 2019. Les objectifs consistent à identifier ceux qui exercent ce métier en tant qu'activité secondaire et à renforcer la formalisation des artisans.

Le recensement des artisans formels réalisé par l'Institut national de la statistique (Instat) fait état de 489.000 personnes travaillant dans le secteur en tant qu'activité principale. Mais à côté de ce chiffre officiel, «La structure de l'économie malagasy permet de déduire que le secteur de l'artisanat reste le plus grand pourvoyeur de travail à Madagascar», a affirmé, hier à Anosy, la ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica), Lantsoa Rakotomalala, à l'occasion de la présentation du livret de l'artisan.

Dans cette optique, le Mica et ses partenaires prévoient de réaliser un second recensement des artisans à Madagascar. Cette fois, ceux qui exercent ce métier en tant qu'activité secondaire seront pris en compte.

En effet selon la ministre, «ces activités secondaires sont d'un enjeu majeur pour les revenus du ménage. Cette seconde enquête sera un recensement global au niveau national».

Ce recensement fait partie du programme de formalisation des acteurs travaillant dans ce vaste secteur. A ce propos, le Mica poursuit la distribution des cartes professionnelles et envisage de passer à la digitalisation. Il compte fournir une base de données



fiable permettant de prendre les bonnes décisions afin de revaloriser le secteur. Ce programme de digitalisation bénéficie de l'appui de la Banque mondiale à travers le Projet de gouvernance digitale et de gestion de l'identité Malagasy (Prodigy).

Livret de l'artisan

Revaloriser le métier d'artisan. C'est effectivement dans ce sens que le Mica, en collaboration avec l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (Onudi) a conçu le «Livret de l'artisan» renfermant toutes les informations nécessaires au sujet du métier d'artisan.

«Ce guide contient les détails sur le métier, la cartographie des matières premières et de production sur le territoire national. Il sera remis à chaque artisan», a fait savoir Christian Ramanankavana, directeur général de l'artisanat au niveau du Mica.

En 2020, les exportations de produits artisanaux malagasy ont généré jusqu'à 10 millions d'euros de recette. L'artisanat à Madagascar concerne 12 filières et 157 métiers actuellement. Selon toujours le Mica, le secteur représente jusqu'à 17% du PIB au niveau national.

Transport – Vers la régularisation des TMT clandestins

VERO ANDRIANARISOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 JUILLET 2021

Chasse aux Transport Moto Taxi ou TMT clandestins ! Tel est l'objectif de la régularisation de la situation des taxis moto ou tricycles ou encore bajaj effectuée par le service du transport urbain dans la commune urbaine de Mahajanga.

Le renouvellement des licences d'exploitation a expiré le 31 mars dernier dans la commune. Des nouveaux autocollants ont été ainsi remis aux tricycles en règle. Ils sont plus de mille cinq cent bajajs recensés et en situation régulière. Mais des indisciplinés sont encore observés dans la ville.

L'arrêté municipal du 9 juillet 2021, portant création une nouvelle licences d'exploitation des TMT, a ainsi fixé un dernier délai pour la régularisation de la situation, des plus de deux mille tricycles clandestins. Ce, jusqu'au 31 juillet prochain.

Passé ce délai, le service du transport urbain au sein de la Municipalité a promis d'effectuer un contrôle strict des licences. Ceux en situation illégale seront mis en fourrière et les sanctions vont pleuvoir.

« La régularisation de la situation de ces taxis moto permettront d'assurer aussi la sécurité car les autocollants sont informatisés par un logiciel spécial. On pourra facilement retrouver en cas de perte ou en cas d'objet oublié dans le tricycle. La commune utilise un logiciel pour le recensement de ces moyens de transport. Il faut surtout bien vérifier le numéro sur l'autocollant », a expliqué un responsable.

Tous les jours, on constate les conséquences de la libéralisation de la délivrance de licence à ces milliers de bajaj. Ils créent des embouteillages et provoquent des accidents mortels



Contrôle de bajaj dans les rues de Mahajanga

à Mahajanga. L'insécurité règne aussi car certains conducteurs de bajaj dépouillent leurs passagers la nuit.

« La commune doit arrêter de délivrer l'autorisation à ces tricycles car ils commencent à envahir les rues », a déploré un citoyen.

Salon RSE et IDD: session virtuelle pour la 6e édition

ARH | LES NOUVELLES | 16 JUILLET 2021

Le salon de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et des Initiatives de développement durable (IDD) arrive cette année à sa sixième édition. Compte tenu du contexte actuel, ce rendez-vous annuel des acteurs engagés et qui s'activent pour adresser les enjeux environnementaux et sociétaux à Madagascar, se déroule en session virtuelle.

Dans son ensemble, ce rendez-vous des acteurs du développement, cherche à faciliter les rencontres et échanges entre les acteurs, les experts et le grand public. Le salon offre un espace de réflexions et de partage des innovations, des nouvelles approches, des bonnes pratiques et les leçons apprises en termes de RSE. Qui plus est, le salon se présente comme une



source d'inspiration et de structuration pour les organisations qui souhaitent se lancer et une opportunité de partage et de communication pour les experts et ceux déjà engagés dans la démarche. Pour les initiateurs de cette manifestation économique, «l'atteinte des ODD nécessite des partenariats

efficaces entre tous les acteurs issus de différents secteurs. Ces partenariats doivent être bâtis sur le principe de gagnant-gagnant, avec la considération des attentes de chacun et principalement des plus démunis, ce qui constitue un défi en soi.»

Hausse globale des prix - Les frais de transport maritime à l'origine de tout

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 16 JUILLET 2021

Corollaire de la crise sanitaire mondiale. Les prix des produits de première nécessité (PPN) affichés sur les étals des épiceries augmentent de semaine en semaine, autant le riz, le sucre mais plus particulièrement l'huile. Un litre d'huile en vrac s'achète aujourd'hui entre 7 000 à 7 500 ariary, alors que l'année dernière à la même période, les prix ont tourné autour de 4 500 à 5 000 ariary.

Pour l'huile, cette hausse reste incompréhensible pour les consommateurs sachant qu'une usine locale produit et fournit la majorité des marchés dans le pays. « Ce n'est pas parce que nous produisons localement que nous sommes épargnés par les inflations sur le marché international. Il ne faut pas oublier que ces industries locales importent encore leurs matières premières », rappelle Lantosoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), durant son intervention.

En effet, en un an, les frais de transport maritime ont connu une hausse vertigineuse. « De 2020 à 2021, le fret maritime minimum est passé de 2 000 à 10 000 dollars, soit cinq fois plus élevé. Cette hausse des frais résulte notamment de la rareté des conteneurs mais aussi des bateaux assurant la liaison vers Madagascar. Et comme nous importons une grande partie des besoins, nous ne pouvons échapper



à cette inflation globale. De plus, l'importation n'est pas le seul impacté. L'exportation est aussi touchée par ce problème », explique le premier responsable au niveau du MICA.

Les PPN ne sont pas les seuls touchés par ce problème. « Le prix du ciment à Madagascar subit de plein fouet la hausse du fret maritime international, et encore plus dans les Régions enclavées comme Taolagnaro. Les sacs et les autres matières ont également subi d'importantes hausses ces derniers mois. Nous ne pouvons pas alors approvisionner ces Régions pour

le moment », soutient un responsable au niveau de Holcim Madagascar.

Pour faire face à cette situation, le ministère continue les échanges avec le secteur privé afin de trouver un terrain d'entente pour préserver les consommateurs, sans pour autant nuire aux opérateurs. En tout cas, pour le riz, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, la hausse de la production est déjà en marche afin d'initier une baisse des prix. Selon les informations communiquées, 50 000 tonnes de riz hybride devraient arriver prochainement sur le marché.

Secteur foncier : 400 titres distribués dans le 5e arrondissement

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 16 JUILLET 2021

La sécurisation foncière devient une préoccupation de plus en plus importante, alors qu'elle a été délaissée par les propriétaires mêmes, il y a quelques années. Pour aider le peuple Malgache dans les démarches pour l'obtention de titres fonciers, une campagne est lancée, dans le cadre de l'exécution des Velirano du président de la République concernant la sécurisation foncière et les droits de propriété des Malgaches sur leurs terres. Selon le MATP (Ministère de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics), il s'agit d'une Opération Domaniale Concertée (ODOC) mise en œuvre, pour cette fois, dans la Commune Urbaine d'Antananarivo, notamment la circonscription domaniale et la circonscription topographique d'Antananarivo ville. « Pour débiter l'opération, trois fokontany dans le 5e arrondissement de la CUA ont bénéficié de la distribution massive des titres fonciers ce jeudi 15 juillet 2021. Environ 400 titres fonciers ont été distribués », a communiqué le MATP, à l'issue de la distribution des titres fonciers, hier à Analamahitsy. Selon les responsables, ce n'est que le début d'une grande opération qui vise à distribuer environ 1200 titres fonciers dans la Commune Urbaine d'Antananarivo, cette année 2021. Par ailleurs, le ministère prépare déjà des ODOC pour les autres régions de la Grande-île. Selon les informations, cette campagne s'opère au niveau national.



Ministère de l'Economie et des Finances - Des fausses informations dénoncées

LA VERITE | 16 JUILLET 2021

Le ministère des Finances, ces derniers temps, a été victime d'une fausse information véhiculée sur les réseaux sociaux. Pas plus tard que la semaine dernière, une somme conséquente de 70 milliards Ar s'apprêterait à être décaissée auprès de la direction générale du Trésor pour payer une compagnie pétrolière.

Jusque-là, rien d'anormal. Seulement, l'internaute a par la suite ajouté que ni le Président de la République, ni le Premier ministre, n'est pas au courant du décaissement d'une telle somme. Il insinue ainsi à une dérogation de règles par le ministère des Finances qui, pour le déblocage d'une telle somme, doit avoir en effet la validation du Président de la République. Une pratique instaurée depuis l'avènement du régime Andry Rajoelina. C'est ce que confirme d'ailleurs le ministre de l'Economie et des Finances dans un communiqué partagé également sur les réseaux sociaux. « L'assainissement dans la gestion des dépenses publiques se poursuit avec rigueur et sans relâche depuis 2019. Les procédures ont été renforcées pour éviter gabegies et laxismes qui ont engendré bon nombre de malversations », lit-on sur cette missive envoyée par le grand argentier, Richard Randriamandrato. Celui-ci « dénonce avec fermeté les



affirmations gratuites diffusées sur Facebook qui induisent l'opinion et sèment la confusion ». Dans l'optique de la transparence, le ministre avance que son département continuera « l'amélioration de la mise en ligne des dépenses. Aucun Gouvernement n'a entrepris cet effort » promet le ministre en guise de conclusion du communiqué. A part cette fausse information sur ce décaissement en catimini de 70 milliards Ar en faveur d'une compagnie pétrolière, une autre circule aussi sous les manteaux. Il s'agit d'un

redressement fiscal envers une société qui aurait fait une fausse déclaration sur ses recettes de 2017 à 2019. Une somme de 325 milliards Ar aurait dû être versée dans la caisse de l'Etat. Et des mauvaises langues évoquent une transaction en haut niveau du ministère de l'Economie et des Finances afin que l'affaire soit arrangée. Les bribes d'informations collectées auprès des entités concernées démentent formellement cette affirmation qu'elles considèrent comme de rumeur sans fondement.